

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**LE MÉCANISME
DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES
EN GRANDE-BRETAGNE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 18 décembre 1942 à 14 heures

PAR

Alfred de STASZEWICZ

(A. V. STASEVICIUS)

Président : M. J. LAFERRIÈRE, professeur.
Suffragants { MM. WALINE, professeur.
LAMPUÉ, professeur.

P A R I S
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20
1942

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Nom du candidat : de Staszewicz.

(a. v. stasevicius).

Prénoms : Alfred-Romain.

Date de la soutenance : 18 décembre 1942.

Numéro d'ordre : 105.

1

de **STASZEWICZ** (Alfred-Romain). — Le mécanisme des élections parlementaires en Grande-Bretagne. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 92 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 105).

2

de **STASZEWICZ** (Alfred-Romain). — Le mécanisme des élections parlementaires en Grande-Bretagne. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 92 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 105).

3

de **STASZEWICZ** (Alfred-Romain). — Le mécanisme des élections parlementaires en Grande-Bretagne. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 92 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 105).

4

de **STASZEWICZ** (Alfred-Romain). — Le mécanisme des élections parlementaires en Grande-Bretagne. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 92 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 105).

LE MÉCANISME
DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES
EN GRANDE-BRETAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 18 décembre 1942 à 14 heures

PAR

Alfred de STASZEWICZ

(A. V. STASEVICIUS)

Président : M. J. LAFERRIÈRE, *professeur.*
Suffragants { MM. WALINE, *professeur.*
 { LAMPUÉ, *professeur.*

P A R I S
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20
1942



A MA FEMME

INTRODUCTION

Du système électoral de l'Angleterre nous laisserons complètement de côté la partie à vrai dire essentielle, c'est-à-dire l'extension progressive du droit de suffrage qui, par les étapes des réformes de 1832, 1867, 1884, 1918 et 1928, en élargissant et en multipliant les « franchises » électorales, a finalement abouti, à établir en Angleterre le suffrage universel au sens le plus entier du mot : 25 millions d'électeurs pour une population de 45 millions d'habitants, 55 électeurs pour 100 habitants (1).

Notre objet est uniquement de décrire le mécanisme même des élections au Parlement anglais. Nous nous efforcerons de montrer comment, par étapes, la Grande-Bretagne a modifié la procédure électorale pour la rendre de plus en plus effective et sérieuse, en remédiant aux règles légales et aux pratiques de fait qui, autrefois, assuraient à l'aristocratie une action déterminante sur les résultats des élections réservées à un corps électoral peu nombreux.

Il y a un siècle encore, les règles électorales permettaient à cette influence de s'exercer par des procédés dont Ch. Dickens, au chapitre XIII de son « *Pickwick Club* », « Compte rendu sur Eatanswill, sur les partis qui le divisent et sur

(1) G.-L. Dickinson. *Le développement du Parlement en Angleterre*, 1906. J. Barthélémy et Duez. *Traité de Droit Constitutionnel*. Paris, 1933, p. 296.

l'élection d'un membre du Parlement pour ce bourg ancien, loyal et patriote », a fait une description savoureuse, mais qui, dans son exagération humoristique, donne sans doute un tableau à tout prendre assez exact de ce qu'était une élection dans une petite ville de province en 1831. Quand Mr. Pickwick demande quels pronostics on peut faire sur les résultats de la lutte engagée entre les jaunes et les bleus, l'agent de l'un des candidats lui répond que son parti avait retenu toutes les auberges de la localité et n'avait laissé à l'adversaire que les boutiques à bière. De plus il avait organisé un thé pour les dames, où un parasol vert avait été offert à chacune d'elles. Comme Mr. Pickwick s'étonne, son interlocuteur lui répond : « C'est un fait, mon cher monsieur, un fait ; quarante-cinq parasols verts à sept shillings et six pences pièce. Toutes les femmes aiment l'élégance, l'effet de ces parasols a été extraordinaire. Cela nous a assuré tous les maris et la moitié des frères. C'est plus fort que des bas, ou de la flanelle... Pluie, grêle ou soleil vous ne pouvez pas faire une dizaine de pas dans la rue sans rencontrer une demi-douzaine de parasols verts ». D'ailleurs il reconnaît que l'autre parti avait également eu une idée brillante : il avait enfermé trente-trois électeurs dans la remise d'une auberge. Nouvel étonnement de Mr. Pickwick : « C'est pour les y tenir enfermés jusqu'à ce qu'on ait besoin d'eux, et pour nous empêcher d'arriver jusqu'à eux, et même si nous parvenions à les voir cela ne nous servirait pas à grand'chose, parce qu'on les maintient constamment gris... Ah ! un habile homme l'agent de Fiskin, un habile homme, en vérité ! » — Suit la description de l'élection : les électeurs réunis sur les gradins des *hustings*, la « nomination » des candidats, le président du comité de chaque parti demandant la permission de présenter « une personne propre et convenable pour représenter au

Parlement les électeurs d'Eatansville », les discours-programme de chaque candidat, dont l'effet est atténué par les roulements des tambours postés au pied de l'estrade par le parti adverse, le vote à mains levées, et, ses résultats étant douteux, le maire ordonnant le scrutin : « Pendant toute la durée du scrutin, la ville entière semble agitée d'une fièvre d'enthousiasme. Les spiritueux étaient remarquablement bon marché chez tous les débitants... Le dernier jour il y avait encore un petit nombre d'électeurs qui n'avaient point voté. C'étaient des citoyens réfléchis, qui n'étaient pas suffisamment convaincus par les arguments de l'un ou l'autre parti. Une heure avant la fermeture du scrutin, Mr. Perker sollicita l'honneur d'une réunion privée avec ces intelligents patriotes. Les arguments qu'il employa furent brefs mais convainquants. Les retardataires allèrent en troupe au scrutin, et quand ils en sortirent, l'honorable Samuel Slumkey était déjà sorti de l'urne électorale ».

Tout ceci n'est plus qu'une image humoristique de ce qui se passait il y a plus d'un siècle. Depuis les élections se sont complètement transformées et sont entourées maintenant des plus grandes garanties pour que le droit de vote des électeurs ne soit ni violé, ni faussé.

L'évolution de la réforme électorale ne s'est pas faite brusquement puisqu'il a fallu plusieurs étapes dont les lois de 1832, de 1867, 1884, 1918 et 1928 sont les principales.

La loi de 1918 a opéré un grand changement dans la vie électorale de la Grande-Bretagne, puisque, après elle, le nombre d'électeurs a été doublé. Le suffrage universel est réalisé d'une façon bien plus complète qu'en France, toute femme de plus de trente ans ayant le droit de vote.

En présentant cette loi à la Chambre des Lords, le 19 décembre 1917, lord Curzon disait : « Cette loi détruira l'équilibre

de notre Constitution, mais il faut aborder cette question sans appréhension dans un esprit de tolérance et d'espoir, avec un désir sérieux d'élaborer une loi qui soit utile pour les générations futures (1).

Le législateur anglais a le souci de la liberté et de l'indépendance de l'électeur, même quand cela peut nuire aux privilèges de ce même législateur. Mais le sentiment de ce que les Anglais appellent le « Fair play », c'est-à-dire de la loyauté dans ce match qu'est la compétition électorale, les amène à faire des sacrifices pour faciliter à l'électeur l'exercice du droit de vote et pour lui garantir la correction, la sincérité et surtout le secret de l'opération électorale.

« La protection de l'indépendance des votants dans l'exercice de leurs droits est un objet de première importance. Les ouvriers de la ville et de la campagne subissent l'influence de ceux qui les emploient ; les fermiers dépendent de leurs propriétaires, et les boutiquiers de leurs pratiques ; c'est pourquoi beaucoup de bons esprits ont pensé qu'il fallait donner à ces classes dépendantes la possibilité de voter sans contrôle, et le moyen le plus naturel d'arriver à ce résultat a paru être le vote secret... » (2).

Les réformes se sont succédées en ce sens, mais comme les Anglais tiennent à leurs traditions plus qu'aucun autre peuple, elles ont été opérées progressivement, sans heurts et sans innovations brusques, et toujours avec le désir unanime de ne pas faire échouer les lois proposées.

La loi de 1918 avait sensiblement augmenté le nombre d'électeurs. La raison principale en était la guerre mondiale.

(1) Vaucher. « La réforme électorale anglaise » dans la *Revue des Sciences Politiques*, octobre 1918.

(2) Lord Brougham. *De la Démocratie et des Gouvernements Mixtes* (traduction par Louis Regis, chez A. Sauton, Paris, 1872).

On trouvait impossible et injuste de refuser le droit de vote aux anciens combattants qui avaient défendu la patrie, ainsi qu'aux femmes qui avaient également tant fait pour cette patrie pendant la guerre de 1914-1918 et on accorda le droit de vote à celles de plus de 30 ans.

La loi de 1928 élargit encore la réforme; par cette loi tout citoyen britannique, des deux sexes, âgé de plus de 21 ans, exception faite de certains cas mentionnés dans la loi, obtenait le droit de vote.

Mais à chaque augmentation du nombre des électeurs, le mécanisme des élections dut être adapté à nouveau. Des lois et des règlements furent promulgués qui réglementèrent la procédure des élections et dont la préoccupation principale fut d'assurer aux électeurs toutes les facilités pour voter et à éliminer toute possibilité de corruption, de pression et d'irrégularités.

Nous allons indiquer par quels moyens ce résultat a été atteint en expliquant le mécanisme des élections parlementaires en Grande-Bretagne. Nous ne nous occuperons que du mécanisme proprement dit, toute autre question (réclamations, éligibilité des candidats, pétitions, etc...) nous mènerait trop loin et nécessiterait une étude spéciale.

Les détails sur ces questions se trouvent dans les ouvrages de Powell (1), lord Brougham (2), Delozière (3), Rogers (4)

(1) Powell E. T. *Practical notes on the management of elections*, P. S. King and son, London, 1910.

(2) Lord Brougham. *De la Démocratie et des Gouvernements Mixtes* (traduction par L. Regis, Édit. A. Sauton, Paris, 1872).

(3) Delozière Pierre. « La loi électorale anglaise de 1918 ». *Thèse Faculté de Droit de Lille*, 1922, Édit. C. Robbe, à Lille.

(4) Rogers on Elections. « Parliamentary Elections and Petitions » by C. Willoughby Williams, London, Stevens and sons, Ltd. 1928.

et lord Hailsham (1). A ces deux derniers notamment, nous renverrons souvent au cours de notre étude.

Nous donnerons également quelques indications sur la question des dépenses électorales; elle touche de si près les élections mêmes, tant de règlements y sont rattachés que de ne pas la mentionner laisserait certains côtés des élections confus et même obscurs.

(1) Halsbury's. *Laws of England*, viscount Hailsham, London, Butterworth and Co, Ltd. (t. XII, pp. 167-519, Elections), 1934.

CHAPITRE PREMIER

LES BASES DE L'OPÉRATION ÉLECTORALE

SECTION I. — Les Fonctionnaires préposés aux élections.

La législation anglaise précise très clairement comment doivent être nommés tous les fonctionnaires qui sont préposés aux élections. Sa préoccupation est d'empêcher toute corruption et toute pression en remettant la conduite des opérations électorales à des autorités étrangères à la lutte des partis et dont l'entière impartialité soit assurée. Du temps où c'était virtuellement une classe privilégiée qui menait les élections et où tous les candidats, même appartenant à des partis différents, étaient du même milieu, les abus étaient fréquents. Chaque candidat voulait avoir un de ses adhérents ou même une personne dépendante de lui pour organiser la campagne électorale, assister aux nominations, présider le scrutin, etc.

Il est clair que dans de telles conditions les pressions les plus diverses pouvaient s'exercer sur les électeurs et les résultats des élections être complètement faussés.

Pour remédier à cet état de choses le législateur britannique a voté diverses lois. C'est par la « Representation of the People Act, 1918 », que la réglementation de cette question est actuellement réglée.

L'idée fondamentale de cette réglementation est que les fonctionnaires doivent être des personnes dont l'impartialité, la compétence et l'honnêteté ne puissent être mises en doute,

et qui en même temps connaissent bien les circonscriptions où ils sont en fonction.

En France ce sont les fonctionnaires dépendant du gouvernement (préfet, sous-préfet) ou appartenant à un parti (maire) qui s'occupent des élections et ils peuvent de ce fait subir la pression d'un ministre, ou tendre à favoriser leur parti.

En Angleterre on a voulu éviter pareille éventualité et pour cela on n'emploie que des personnes relevant seulement devant la Couronne, c'est-à-dire ne dépendant pas du gouvernement et au-dessus des partis.

Le fonctionnaire qui joue le rôle le plus important pendant toute la procédure des élections en Grande-Bretagne est le « Returning Officer » (fonctionnaire électoral), et c'est le « Sheriff » (1) qui remplit ce rôle.

(1) « Encyclopaedia Britannica », t. XX, p. 498 (14^e édit., 1929). Sheriff ou Shire-Reeve (gouverneur d'un comté « shire »), souvent appelé « high-sheriff » est l'autorité exécutive d'un comté en Angleterre, souvent dénommé son « bailiwick ». Cette charge existe également dans environ vingt anciens cités et bourgs, mais dans la plupart de ces derniers elle est plutôt honorifique. Actuellement la fonction est annuelle, ce qui n'a pas toujours été le cas. Trois noms sont inscrits sur la liste par le Chancelier de l'Échiquier et les Juges de la King's Bench Division le lendemain de la Saint Martin le 12 novembre, et le premier nom est généralement « piqué » par le Roi en Conseil, en février ou mars suivant. Les Sheriffs des cités et des bourgs sont généralement nommés par les Corporations le 9 novembre.

La « shrievalty » (charge de sheriff) fut un moment une fonction très importante. La nomination semble avoir été faite, primitivement, par élection populaire, ce droit confirmé par 28 Edw. I c. 8, mais fût ultimement investi à la Couronne, excepté là, où la charge était héréditaire.

Actuellement les devoirs du Sheriff dépendent de nombreux statuts, commençant par 2 Edw. III. c. 3 (1328). Le plus important est le « Sheriffs Act 1887 » une loi surtout confirmative et ne s'appliquant qu'à l'Angleterre.

La personne nommée est généralement un magistrat du comté, mais n'importe qui peut être élu, à condition d'être propriétaire d'un terrain dans le comté. Sont exclus les pairs, le clergé, les officiers en activité et

On trouve des « Sheriff » en Angleterre déjà avant Guillaume le Conquérant. Ce sont au fond les gouverneurs de province (shire), et ils sont nommés par la Couronne, sur présentation par les magistrats, pour un an (chaque 12 novembre). Exception est faite pour Londres et Middlesex, où les citadins élisent eux-mêmes leurs sheriffs.

La section 28, de la loi « Representation of the People Act, 1918 » dispose que le « Returning Officer » doit être :

1° Dans le cas d'un comté parlementaire qui est contigu avec, ou complètement contenu dans un comté administratif, le sheriff ;

2° dans le cas d'un bourg parlementaire qui est contigu à, ou complètement contenu dans le comté d'une cité ou ville ayant un sheriff, le sheriff et, dans le cas de la cité de Londres, les sheriffs ;

3° dans le cas d'un bourg parlementaire contigu à, ou entièrement contenu dans un bourg municipal (n'étant pas le comté d'une cité ou ville ayant un sheriff), ou dans un bourg métropolitain ou un district urbain, le maire ou le président du conseil municipal, suivant qu'il y a lieu ;

4° dans tous les autres cas le sheriff, maire ou président qui pourront être désignés pour cette fonction par le « Local

les avocats et avoués en exercice. L'indigence est également un obstacle. Le Sheriff nomme son adjoint. Les devoirs de la charge sont administratifs et judiciaires. *Le Sheriff doit assister les juges aux assises et aux pétitions électorales ; il est responsable de l'exécution des « Writs » et des condamnations capitales, il remplit les devoirs de « Returning Officer » aux élections parlementaires, il prépare la liste des jurés pour les assises et répond de la sûreté de détention des prisonniers.*

D'après le « Lands Clauses Act, 1845 » le Sheriff ou son adjoint rendent les sentences condamnant aux dommages-intérêts, ainsi que celles dans les cas présentés au « Sheriffs court ».

Les dépenses de la charge sont, en partie, à la charge du Trésor. Durant l'année de sa charge le Sheriff ne peut pas remplir la fonction d'un magistrat pour le comté dont il est Sheriff.

Government Board » (Chambre Gouvernementale Locale).

Comme il ressort de la loi susmentionnée c'est d'office le « Sheriff », le maire ou le président du Conseil Municipal qui remplit ces fonctions mais il doit être désigné par le « Local Government Board ».

Si la fonction de « Returning Officer » dans un bourg est vacante, parce qu'il n'y a pas de personne dûment qualifiée pour la remplir, le « Sheriff » du comté où se trouve le bourg doit assurer cette fonction (17 and 18, Vict. c. 57).

Le « Returning Officer » peut, en principe, lui-même présider un scrutin mais, comme généralement il y a plus d'un bureau de vote dans chaque localité, il nomme un remplaçant. Toujours soucieuse que le scrutin, comme tout ce qui touche aux élections ne soit pas faussé, la législation anglaise, après divers règlements appliqués puis abrogés, a finalement disposé par le « Ballot Act of 1872 » (Schedule IV, règlement 21) que le « Returning Officer » doit nommer un « Presiding Officer » pour présider chaque bureau de vote (1).

D'après la même loi le « Returning Officer » a le droit de nommer des « fonctionnaires du scrutin » (Poll-clerks) qui peuvent également, à quelques exceptions près, remplir les fonctions de président. Pour éviter toute influence et toute pression, aucune personne qui a été employée par qui que ce soit pour les élections ne peut être désignée pour cet emploi. Les « Poll-clerks » doivent faire, en outre, une déclaration de secret professionnel.

Autrefois, les honoraires et frais généraux du « Returning Officer » étaient supportés conjointement par tous les candidats, mais ceci avait certains inconvénients et, pour que le

(1) Nous parlerons des attributions du « Presiding Officer », plus loin, dans le chapitre sur le scrutin.

fonctionnaire soit indépendant des candidats et par cela même absolument impartial, le « Representation of the People Act, 1918 » (sect. 29) dispose que c'est le Trésor qui verse les sommes à cet effet :

1) « Le « Returning Officer » d'une élection parlementaire « (sauf les élections universitaires) sera en droit de recevoir « des honoraires raisonnables, n'excédant pas les sommes « spécifiées au tarif des dépenses maximum de cette section « et correspondant aux services et débours des différentes « sortes mentionnés dans le dit tarif, et qui ont bien été « rendus ou déboursés par lui dans l'intérêt ou en rapport « avec l'élection ;

2) « le montant de ces frais sera à la charge du « Consolidated Fund » (1) et versé par lui d'après un relevé soumis « au Trésor conformément aux règlements de cette section ; « mais le Trésor peut, s'il trouve nécessaire, avant le versement, faire appel à la « Court » (Tribunal) comme défini « par cette section pour la taxation du relevé et le Tribunal « aura le pouvoir de taxer le relevé de telle manière et à tel « lieu et date qu'il trouve équitable et de déterminer le montant des sommes dues au « Returning Officer » ;

3) « sur la demande du « Returning Officer » le Trésor peut « également lui accorder des acomptes s'il le trouve nécessaire et aux termes qu'il trouve utile (2). »

Dans les universités, c'est le « Vice-Chancellor » (vice-recteur) de l'Université qui remplit les fonctions de « Returning Officer » et tous les frais qu'il fait à ce titre sont supportés par l'Université. Dans le cas d'une circonscription universi-

(1) Par l'acte : 9 Geo. V, c. 8.

(2) *Rogers on Elections*, par C. Willoughby Williams, chez Stevens and sons, Ltd. à Londres, 20^e édit., 1928, t. II, p. 158.

taire « combinée » (1) les frais incombant au « Vice-Chancellor » ou au fonctionnaire correspondant sont à la charge de leur Université.

Les fonctions de « Returning Officer » se résument de la façon suivante (2) :

Avant les élections il doit :

- « afficher dans la forme prescrite l'avis que les élections « doivent avoir lieu ;
- « afficher les noms et les adresses de tous les agents « électoraux qui lui ont été signalés ;
- « fournir les fiches de nomination (Nomination Papers) ;
- « notifier aux agents électoraux l'heure, la date et l'en- « droit auxquels seront distribués les bulletins de vote qui « doivent être envoyés aux électeurs absents ;
- « délivrer les bulletins de vote et les déclaration d'iden- « tité pour les électeurs absents ;
- « envoyer les bulletins de vote et autres documents « nécessaires aux électeurs absents ;
- « fournir des urnes pour recevoir les documents reçus « des électeurs absents ;
- « aviser les agents électoraux de l'heure et l'endroit « auxquels il dépouillera les bulletins des électeurs absents ;
- « ouvrir les urnes contenant ces bulletins ;
- « recevoir les « nominations » ;
- « recevoir les désistements des candidats ;

(1) Une circonscription universitaire combinée (Combined University constituency) est une circonscription formée par plusieurs universités réunies ensemble pour élire un député (M. P.) Ex. : Les Universités Durham, Vic. U. Manchester, Liverpool, Leeds, Sheffield, Birmingham, Bristol forment une circonscription univ. « combinée » et élisent ensemble 2 députés (M. P.), Rogers, t. II, p. 475.

(2) *Rogers on Elections*, by C. Willoughby Williams, Stevens and sons, Ltd. Londres, 20^e édit., 1928, vol. II, pp. 49 et 50.

- « statuer sur la validité des « fiches de nomination » ;
- « afficher la liste des personnes nommées ;
- « indiquer les lieux des bureaux de vote ;
- « notifier que le scrutin aura lieu ;
- « fournir aux bureaux de vote les isoloirs, les urnes, les « bulletins de vote, le matériel pour marquer ces derniers, « les timbres-tampons, les copies des listes d'électeurs, les « déclarations diverses, etc... ;
- « nommer les présidents et secrétaires (clerks) des « bureaux de vote, ainsi que les personnes qui doivent faire « le dépouillement des bulletins après les élections ;
- « veiller à ce qu'il y ait des policiers dans les bureaux « de vote ».

Pendant le scrutin, le « Returning Officer » n'a pratiquement rien à faire, excepté s'il remplit les fonctions de président du scrutin.

Quand le scrutin est terminé le « Returning Officer » doit faire ce qui suit :

- « recevoir les colis, rapports, documents, etc... des présidents ;
- « aviser les agents sus-nommés d'avoir à assister au « dépouillement des bulletins de vote et leur faire savoir l'endroit et l'heure de ce dépouillement ;
- « dépouiller les bulletins de la manière prescrite ;
- « rejeter les bulletins nuls ;
- « écrire sur ces bulletins le mot « rejeté » et si c'est « exigé — ajouter « rejet contesté » ;
- « ne pas ouvrir le colis contenant les bulletins « présentés », copies de registres, souches, etc... ;
- « vérifier le nombre des bulletins de vote ;
- « recacheter les colis ;

— « déclarer élu le candidat qui a obtenu la majorité des
« votes ;

— « faire parvenir tous les documents au fonctionnaire de
« la Couronne ;

— « publier le sommaire des dépenses électorales dans
« deux journaux quelconques dans les dix jours ».

Un autre fonctionnaire très important est celui chargé de l'enregistrement des électeurs (« Registration Officer »).

C'est lui qui dresse les listes des électeurs, délimite les circonscriptions, s'occupe des registres. Son rôle est important également du point de vue psychologique ; comme c'est lui qui inscrit les électeurs il doit bien les connaître et il doit savoir tout ce qui se passe et pouvoir pénétrer toute la diplomatie et les intrigues des élections (1).

Ce sont généralement les clerks des Conseils (municipaux, locaux, paroissiaux, etc...) qui remplissent le rôle des « Registration Officers » et ces derniers sont nommés d'après la section 12 de la loi « Representation of the People Act, 1918 ».

Souvent le « Returning Officer » délègue les fonctions de sa charge (excepté celles qu'il se réserve et qu'il entend exercer personnellement) au « Registration Officer », et alors celui-ci a tous les pouvoirs, droits, devoirs et responsabilités d'un « Returning Officer ». Il a également le droit de nommer des adjoints, mais sous réserve de l'approbation de la « Local Government Board ».

Il va de soi que les « Returning Officers », ainsi que les présidents et tous les autres fonctionnaires préposés aux élections sont obligés d'agir avec la plus scrupuleuse impartialité. Si par hasard, ils manquent à cette obligation ils sont passi-

(1) Powell E. T. *Practical notes on the management of elections*. London P. S. King and son, 1910.

bles de poursuites judiciaires et peuvent en outre être condamnés et punis par la Chambré des Communes. Une pénalité de 500 Livres Sterling, prélevée au profit d'un électeur, d'un candidat ou de toute autre personne lésée, est infligée au « Returning Officer » qui aurait faussé les élections sciemment, mais ceci n'empêche pas d'autres poursuites prévues par la loi. Ils sont également punis bien plus sévèrement que d'autres pour tout manquement et délit concernant les urnes, les bulletins de vote, les listes, le scrutin, etc...

Toujours par souci de défendre scrupuleusement le droit des électeurs, de n'admettre aucune pression et de ne favoriser aucun candidat, il est absolument interdit à tout fonctionnaire électoral d'être agent pour un candidat.

En plus des fonctionnaires précités, chaque candidat a le droit de nommer des personnes pour être ses agents pendant le scrutin, en vue de contrôler la correction des votes, mais il doit en avvertir le « Returning Officer » par écrit en lui donnant les noms et adresses des agents nommés par lui. Un candidat peut aussi avoir des agents pour assister au dépouillement des bulletins mais ceci n'est pas obligatoire et il peut le faire lui-même.

Nous préciserons le rôle de l'agent électoral nommé par le candidat dans le chapitre sur les dépenses électorales.

SECTION 2. — La délimitation des circonscriptions.

Tout au long de l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne on trouve des changements dans la délimitation des circonscriptions électorales.

Voici ce que dit Charles de Franqueville dans son ouvrage *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, t. II, p. 272 :

VI. — *Circonscriptions électorales.*

« Les comtés et les bourgs n'étaient pas divisés, avant le
 « « Reform Bill of 1832 », en circonscriptions électorales.
 « Quel que fût le chiffre des représentants, chaque électeur
 « d'un comté ou d'un bourg votait pour un nombre de can-
 « didats égal à celui des membres à élire ; c'était le scrutin
 « de liste, mais les listes étaient très courtes et ne renfer-
 « maient pas plus de deux noms, puisqu'aucun comté et
 « aucun bourg n'avait plus de deux représentants.

« La loi de 1832, en modifiant la distribution des sièges,
 « décida que les comtés dont la représentation était doublée
 « formeraient désormais deux circonscriptions, dont chacune
 « nommerait deux membres ; quant à ceux qui reçurent
 « seulement un membre de plus, ils ne furent pas divisés et
 « il fut établi que chaque électeur prendrait part à l'élection
 « de trois représentants.

« En 1867 nouveau système ; on ne changea pas les cir-
 « conscriptions existantes, mais un article décida que, dans
 « les bourgs ayant droit à deux représentants, chaque électeur
 « continuerait à voter pour les deux candidats, tandis que,
 « dans les circonscriptions ayant trois membres à nommer,
 « l'électeur ne pourrait également voter que pour deux candi-
 « dats. Dans la « City of London » qui avait à nommer quatre
 « députés, chaque bulletin de vote ne devait contenir que
 « trois noms (Act 30 et 31, Vict. chap. 102, art. c. 10).
 « C'était la clause dite de minorités. Mais ce système disparut
 « et un nouveau fut établi par l'Acte de 1885.

« Chacun des comtés ayant à nommer plus d'un représen-
 « tant est divisé en circonscriptions, dont le nombre égale
 « celui des membres à élire. Quant aux bourgs, on a établi
 « la distinction que voici : ceux dont la représentation n'est

« pas modifiée continuent à être régis par l'ancien système; »
« ceux dont la représentation est augmentée ou qui sont »
« appelés par la nouvelle loi à nommer plusieurs députés »
« sont divisés en circonscriptions, dont chacune nomme un »
« représentant. »

Les débats du « Representation of the People Act, 1918 » firent ressortir que la question la plus difficile à résoudre était celle des circonscriptions. On voulait une carte électorale plus simple, plus facile à contrôler et surtout plus juste, mais cette redistribution de sièges était très compliquée et très ardue. Elle touchait à des privilèges séculaires, à des traditions fortement enracinées, à des intérêts locaux puissants. Mais le sentiment de la justice et de l'équité l'emporta et le paragraphe sur la « redistribution » fut voté.

Par le « Representation of the People Act, 1918 » (7 et 8 Geo. V, c. 64), les circonscriptions furent remaniées à nouveau et cela au profit des bourgs dont le nombre des sièges s'éleva de 284 à 320, tandis que celui des comtés fut ramené de 377 à 372. Les membres pour les Universités passèrent de 9 à 15.

Tous les bourgs et les comtés doivent être divisés en districts électoraux et c'est le devoir des conseils municipaux de le faire; le plus souvent c'est le clerc de ces conseils qui remplit les fonctions de « Registration Officer », pour la circonscription qui doit le faire; s'il n'y en a pas, le Conseil doit en nommer un.

En définitive, les circonscriptions électorales après avoir été remaniées, répartissent les anciens districts en divisions dont chacune aura un député à élire, sur la base d'un M. P. par 70.000 habitants.

C'est le « Returning Officer » qui doit bien marquer les limites des districts parlementaires et, si les limites d'une ville

ou d'une paroisse ne sont pas claires, indiquer l'emplacement de ces limites par des bornes, des pancartes ou autres moyens appropriés. Pour ce faire, il a le droit d'entrer dans les propriétés et, si des dommages sont causés, ils donnent lieu à indemnité. Cette indemnité est considérée comme une dépense afférente à l'enregistrement.

Les Conseils Municipaux doivent encore indiquer les localités où l'élection aura lieu, et veiller à ce que ces emplacements soient commodes pour les électeurs et leur donnent toutes les facilités possibles lors de l'élection. Si les électeurs trouvent à redire aux arrangements prévus, une autorité locale ou un groupe d'électeurs, dont le nombre ne doit pas être inférieur à trente, peuvent faire savoir au « Local Government Board » que les districts ou localités électoraux ne correspondent pas aux nécessités des électeurs de la circonscription ; dans ce cas le « Local Government Board » peut ordonner au Conseil Municipal de faire tous les aménagements qu'il estimera nécessaire et, si cela n'est pas fait dans le courant d'un mois, le « Board » peut le faire lui-même (1).

Par le terme « autorité locale » on désigne généralement le Conseil Municipal de n'importe quel comté, bourg, paroisse, district urbain ou rural, qui est situé entièrement ou partiellement dans une circonscription. Dans les paroisses où il n'y a pas de Conseil Municipal, l'Assemblée Paroissiale le remplace.

Déjà par le « Representation of the People Act, 1867 » il était stipulé que « chaque électeur résidant dans la circonscription devait avoir la possibilité de voter à un mille de sa résidence » ; puis le « Ballot Act of 1872 » changea ce paragraphe en « non excédant trois milles de sa résidence ».

Maintenant, comme il a été dit plus haut, c'est le « Local

(1) *Rogers on Elections*, vol. II, p. 43.

Government Board » qui doit veiller à ce que chaque électeur puisse voter sans encombre et avec toutes les facilités possibles.

SECTION III. — L'enregistrement des électeurs.

Avant 1832 il n'y avait pas d'enregistrement des électeurs et le fonctionnaire chargé des élections (le plus souvent le « Sheriff ») croyait sur parole ceux qui se présentaient comme électeurs. Ceux-ci étant peu nombreux, ils étaient dans la plupart des cas connus personnellement du « Sheriff » qui pouvait faire prêter aux électeurs serment qu'ils possédaient bien cette qualité et qui, souvent, leur faisait signer leur nom au verso du « Writ ».

En 1832, après le premier « Representation of the People Act » (2 et 3 Wil. IV, c. 45), le nombre des citoyens ayant droit de vote s'accrut sensiblement et c'est à ce moment que l'inscription, sur un registre spécial, de toute personne ayant ce droit devint obligatoire. Mais il n'y avait pas encore de règlements très précis et dans chaque circonscription les listes étaient dressées différemment ce qui ne manquait pas de provoquer des irrégularités aux élections. Aussi pour éviter ces inconvénients et pour que les personnes ayant droit de vote puissent être sûres de voter régulièrement, et aussi pour que les personnes n'ayant pas ce droit ne soient pas admises aux urnes et ne puissent par là fausser le résultat de l'élection, la législation britannique promulgua nombre de lois et de règlements qui ont établi sur ce point des prescriptions de plus en plus précises.

Les principales lois sont les suivantes :

« The Parliamentary Voters Registration Act, 1843 » (6 et 7 Vic., c. 18).

« The Representation of the People Act, 1867 » (30 et 31 Vic., c. 102).

« The Parliamentary Electors Registration Act, 1858 » (31 et 32 Vic., c. 58).

« The Parliamentary and Municipal Registration Act, 1878 » (41 et 42 Vic., c. 26).

« The Registration Act, 1885 » (48 et 49 Vic., c. 15).

« The Registration Act, 1908 » (8 et 9 Edw. VII, c. 21).

Comme on voit c'est continuellement que des améliorations furent apportées à cette grave question, et surtout pour éviter ce qui suit :

« pour se faire enregistrer l'électeur anglais rencontrait tant de difficultés qu'il renonçait, mais les partis politiques veillaient et prenaient sa place, en agissant pour lui, soutenant les prétentions qu'il allait abandonner, produisant les titres dont il ne se souciait pas et le poussaient ainsi, bon gré mal gré, jusqu'à la section de vote » (1).

Avant 1918 les listes électorales étaient dressées de la façon suivante :

« Chaque année, les « *overseers* », agents municipaux de bienfaisance qui sont chargés à ce titre de la perception de la taxe locale des pauvres, dressent cinq listes, savoir :

- 1° celle des « *ownership voters* » ;
- 2° celle des « *occupation voters* » ;
- 3° celle des « *lodgers* » ;
- 4° celle des électeurs investis d'une des anciennes franchises spéciales aux bourgs, maintenue par l'acte de 1832 ;
- 5° celle des électeurs déchus de leur droit.

« Si les « *overseers* » ont omis quelque chose on appelle

(1) M. Caudel ; « L'Enregistrement des Électeurs en Angleterre » dans les *Annales de l'École Libre des Sciences Politiques*, année 1906, pp. 621 et suiv.

« devant le « *revising barrister* » (avocat reviseur), c'est un
« homme de loi commis, à Londres et dans le Middlesex, par
« le « Lord Chief Justice » et dans les provinces par le doyen
« des juges qui président la session d'été des assises, à l'effet
« d'arrêter définitivement les listes d'électeurs, en tranchant
• « toutes les difficultés soulevées par les actes des « *overseers* ».
« Ils tiennent leurs assises en septembre de chaque année, au
« chef-lieu de la circonscription.

« Les jugements des « *revising barristers* » qui semblent
« erronés, en droit, sont susceptibles d'appel devant la Haute
« Cour de Justice » (1).

En 1918 par le « Representation of the People Act » (7 et
8 Geo. V, c. 64) un grand pas fut fait ; mais c'est par le
« Representation of the People (Equal Franchise) Act, 1928 »
(18 et 19 Geo. V, c. 12) qui donnait le droit de vote égal aux
femmes, què les règlements régissant l'enregistrement furent
définitivement fixés.

I. — CONDITIONS REQUISES POUR L'ENREGISTREMENT

A. — Une personne a droit d'être enregistrée comme élec-
teur parlementaire pour une circonscription (autre qu'une
circonscription universitaire) si il ou elle a atteint sa majo-
rité (2) et n'est pas frappé d'une incapacité légale quel-
conque, et

- a) possède la qualification résidentielle requise, ou
- b) possède la qualification de locaux commerciaux requise, ou
- c) est l'époux ou l'épouse d'une personne qui a le droit

(1) M. Caudel : « L'Enregistrement des Electeurs en Angleterre ».
Cf. : *Annales de l'École Libre des Sciences Politiques*, 1906, pp. 621
et suiv.

(2) La majorité en Angleterre est 21 ans...

d'être enregistrée pour la qualification des locaux commerciaux.

B. — Une personne pour posséder la qualification résidentielle requise ou la qualification des locaux commerciaux requise pour une circonscription

a) doit au dernier jour de la période qualificative résider dans un local dans la circonscription ou occuper des locaux commerciaux dans la circonscription selon le cas, et

b) doit pendant toute la période de qualification avoir résidé dans une habitation ou avoir occupé des locaux commerciaux, selon le cas, dans la circonscription ou dans une autre circonscription dans le même bourg parlementaire ou dans le même comté parlementaire contigu à ce bourg ou séparé de lui par de l'eau n'excédant pas au point le plus rapproché six milles de largeur, mesuré dans le cas d'eau de marée, à marée basse;

c) l'expression « locaux commerciaux » de cette section se rapporte à des terrains ou autres locaux dont la valeur locative annuelle n'est pas inférieure à dix livres sterling et qui sont occupés comme bureaux ou dans le but d'une profession libérale ou du commerce de la personne enregistrée.

Une personne a le droit d'être enregistrée comme électeur parlementaire pour une circonscription universitaire si elle n'est pas sujette à une incapacité légale et si elle a reçu un titre universitaire (autre qu'un titre honorifique) à l'université formant la circonscription ou formant partie de la circonscription (1).

Il y a diverses incapacités légales. Celles d'ordre physique sont : la folie, l'imbécillité, l'aliénation mentale, etc... et celles

(1) « Representation of the People (Equal Franchise) Act, 1928 » (18 et 19 Geo. V. c. 12).

d'ordre moral sont les crimes, les délits divers, etc... ; les personnes ayant été condamnées pour trahison, félonie, corruption, etc... ne peuvent être portées sur les listes des électeurs.

Les étrangers sont naturellement également exclus de ces listes.

Pour avoir la « qualification » résidentielle requise, une personne doit résider le dernier jour de la période de qualification dans la circonscription et avoir résidé pendant toute cette période dans la circonscription même ou dans une autre du même bourg ou du même comté parlementaire. Là où une propriété ou des locaux sont occupés par deux personnes ou plus, elles sont considérées comme occupant ces locaux à condition que la valeur globale ne soit pas moindre que la somme produite par la multiplication de £ 10 (dix livres sterling) par le nombre des occupants.

Il faut souligner qu'en Grande-Bretagne l'égalité devant la loi électorale est telle que le fait d'avoir reçu des allocations d'assistance ou d'autres aumônes ne disqualifie pas une personne d'être électeur.

D'après la loi de 1918 (1) la franchise résidentielle était de six mois, mais celle de 1928 (2) l'abaissa à trois mois (3).

Pour que les listes des électeurs soient toujours à jour et que par là ceux qui ont le droit de vote puissent être sûrs de ne pas être omis ou oubliés lors d'une élection, le « Registration Officer » doit inscrire tous les électeurs dans un registre.

(1) « The Representation of the People Act, 1918 » (7 et 8 Geo. V. c. 64).

(2) « The Representation of the People (Equal Franchise) Act, 1928 » (18 et 19 Geo. V. c. 12).

(3) *Rogers on Elections*, t. I, p. 6.

II. — LA CONFECTION DES LISTES ÉLECTORALES ET DU REGISTRE ÉLECTORAL

Le « Representation of the People Act, 1918 » (7 et 8 Geo. V, c. 64) avait ordonné la confection de deux registres par an : l'un, le registre de printemps, pour la période de qualification finissant le 15 janvier, l'autre, registre d'automne, pour la période finissant le 15 juillet, le premier valant du 15 avril au 15 octobre, le second du 15 octobre au 15 avril.

Le « Representation of the People (Economy Provisions) Act 1926 » (16 et 17 Geo. V, c. 9) disposa qu'il ne serait établi qu'un seul registre par an, établi du 8 avril au 3 septembre (1).

Le « Registration Officer » doit tenir chaque année le registre au courant. Si pour une raison ou pour une autre, il n'a pas établi le nouveau registre pour son district à temps, le précédent reste en vigueur ; mais si ce fonctionnaire manque à son devoir par négligence, ou par mauvaise foi et sans raison valable, il est passible d'une amende jusqu'à cent livres sterling. Les frais de l'enregistrement sont supportés par le Conseil dont le « Registration Officer » est le clerc ou par d'autres Conseils indiqués par la « Local Governmental Board ».

Le « Registration Officer » doit établir les listes d'électeurs pour chaque unité d'enregistrement de la circonscription d'enregistrement, et les publier dans la forme où le registre doit être établi. Cette publication des listes est le premier acte de la procédure d'enregistrement. Pour les circonscriptions formées par les universités, il est pourvu à l'établissement des listes par l'organe directeur de chaque université.

Pour éviter les erreurs ou les irrégularités, le « Registration

(1) *Rogers on Elections*, t. I, p. 65.

Officer » doit procéder dans son district à des enquêtes de maison à maison et dresser des listes de toutes les personnes qui lui paraissent avoir le droit de vote. En même temps il doit afficher un avis spécifiant les formes et les délais dans lesquels des objections et des réclamations peuvent être présentées. Il doit, en outre, afficher simultanément avec les listes des électeurs une liste contenant les noms et la description de toutes les personnes ayant été condamnées d'après le « Corrupt and Illegal Practices Prevention Act, 1883 » (46 et 47 Vict., c. 51), et qui, par là, ont perdu leur droit de vote.

Le « Registration Officer » peut à tout moment demander à la « Local Rating Authority » (Autorité locale de taxation) dont l'arrondissement contient une unité registrative du dit « Registration Officer » de désigner un ou plusieurs de ses fonctionnaires pour remplir les fonctions qui, avant la promulgation de la loi « Rating and Valuation Act, 1925 » (15 et 16 Geo. V, c. 90), étaient exercées par les « Overseers ». Le « Registration Officer » peut également exiger que ces fonctionnaires président aux enquêtes nécessaires et préparent les listes des électeurs pour cette unité et qu'ils les publient dans cette unité en son nom. Il peut également exiger d'eux qu'ils lui donnent, à n'importe quel moment, toutes informations concernant toutes personnes résidant ou occupant des terrains ou locaux dans leur ressort, ou l'avertissent de leur départ de ce ressort.

L'officier d'état civil doit, quatre fois par an, transmettre au « Registration Officer » de chaque district un relevé, certifié conforme et véridique des noms, âge et résidence de toutes les personnes qui sont mortes dans le district. Le « Registration Officer » doit rayer de ses listes les noms de toutes personnes qui, d'après ces relevés, sont décédées.

III. — RÉCLAMATIONS ET OBJECTIONS

Toute personne remplissant les conditions pour être enregistrée comme électeur parlementaire et qui ne l'est pas, ou qui est portée sur les listes d'une façon incorrecte, peut réclamer d'être enregistrée et d'une manière correcte ; elle doit le faire en envoyant une réclamation dans la forme prescrite au « Registration Officer ».

La réclamation d'une personne faite en son nom propre doit contenir une déclaration de la qualification que possède le demandeur pour être enregistré, une déclaration que le demandeur a atteint l'âge prescrit et qu'il est sujet britannique, et indiquer la catégorie d'électeurs dans laquelle il doit être inscrit. Une note ajoutée au formulaire prévient le demandeur que toute déclaration fausse l'expose à des poursuites. Si une réclamation est faite pour un demandeur par une autre personne, le « Registration Officer » n'inscrira pas le nom du demandeur dans le registre, sauf si toutes les qualités de la déclaration mentionnée ci-dessus sont satisfaisantes. Si le « Registration Officer » trouve que la réclamation ne peut pas être admise sans enquête il doit prévenir le demandeur, au moins cinq jours francs d'avance, du lieu et de l'heure où la réclamation sera examinée par lui.

Des objections peuvent être formulées par tout électeur dont le nom est inscrit sur les listes d'une circonscription. Il peut protester contre l'inscription sur les listes de tel ou autre personne en envoyant au « Registration Officer » une protestation dans la forme prescrite (« Notice of Objection »).

Le « Registration Officer » devra, aussi vite qu'il le pourra, après avoir reçu la « Notice of Objection », en envoyer une copie à la personne qu'elle concerne [Economy (Miscellaneous Provisions) Act, 1926, Sch. 3].

Le « Registration Officer » doit faire savoir, au moins cinq jours francs d'avance, aux deux personnes intéressées le lieu, la date et l'heure auxquels la protestation sera examinée par lui, et c'est à lui de décider si les réclamations et objections sont bien fondées ou non.

IV. — RECOURS

Toute personne qui n'est pas satisfaite par les décisions du « Registration Officer » peut faire appel ; pour ce faire elle doit rédiger l'appel dans la forme prescrite et le déposer chez le « Registration Officer » ainsi que chez le préopinant, si un tel existe, en spécifiant les motifs de l'appel.

Le « Registration Officer » doit faire parvenir ces plaintes à la « County Court », accompagnées, dans chaque cas, d'un exposé de tous les faits qui, d'après lui, ont été établis dans le cas, et de sa décision dans la cause dans son ensemble ou sur un point quelconque qui peut servir de motif d'appel, il doit fournir à la Cour toute autre information que celle-ci peut réclamer et qu'il est en mesure de donner.

La décision du juge de la « County Court » est définitive sur toute question de fait ; mais quand la décision se rapporte à un point de droit qui peut avoir une importance capitale sur les résultats de la cause, le demandeur peut porter le cas devant la « Court of Appeal », dont l'arrêt est définitif et concluant.

La grosse de tout arrêt de la Cour d'Appel doit être transmise au « Registration Officer » et une deuxième expédition au greffier du « County Court ».

Cette grosse doit spécifier très exactement toute correction ou modification qui doit être faite et le « Registration Officer » doit corriger et modifier ses listes ou registre des électeurs conformément à la décision de la Cour d'Appel.

Dans les Universités, ce sont les secrétariats de celles-ci qui doivent faire dresser les listes électorales, et la forme ainsi que les dates de ces listes sont arrêtées d'après leurs directives. Les Registres universitaires peuvent ne pas être affichés mais toute personne a le droit de demander à les consulter et d'en copier des extraits si elle le désire.

Voici comment est composé le registre, il est divisé en trois titres :

1° électeurs pouvant voter tant aux élections parlementaires qu'aux élections locales ;

2° électeurs pouvant voter uniquement aux élections parlementaires ;

3° électeurs ne pouvant voter qu'aux élections locales.

La grande masse d'électeurs est inscrite aux art. 1° et 2°.

Un électeur ne pourra être inscrit que sous l'un des trois titres ci-dessus.

Circonscription électorale X.....

N ^o	Nom et prénoms	Résidence, propriété	Qualification parlementaire	Administration locale
			R. O. H. O. B. P. N. M.	
Abréviations : Initiales du nom des franchises, R = résidence ; O = occupant ; B. P. = Business premises ; H. O. = Husband Occupation (occupation de mari) ; N. M. = Naval-Military.				

CHAPITRE II

LES PRÉPARATIONS DES ÉLECTIONS

SECTION I. — La publication du « Writ ».

Déjà, en 1240 les barons convoqués par le Roi à une assemblée générale y étaient appelés par des « Writs » royaux.

En 1258 eut lieu la première assemblée qui reçut officiellement le nom de « Parlement » (Parliamentum). Mais aucune loi ou statut, ni aucun droit ancien et reconnu ne fixait quels étaient les comtes, barons, etc..., que le roi devait convoquer. L'importance ou le mérite d'un grand seigneur ou de sa famille était la seule garantie de sa convocation. C'est de là que découle le procédé des « Writs » individuels.

« Writ » en Angleterre est un écrit (document) délivré au nom du roi et par lequel il est ordonné de commencer une procédure telle que les élections parlementaires, la procédure devant les Cours supérieures, etc...

En ce qui concerne les députés des comtés et des bourgs leur convocation n'était pas une nécessité légale et les « Writs » ou ordres d'élire de ces députés furent d'abord adressés directement aux magistrats des bourgs.

En 1295 les « Writs » furent adressés aux « Sheriffs » des comtés dans lesquels les bourgs étaient situés et, depuis cette époque, telle a été la forme habituelle et légale de la convocation des électeurs.

Depuis, les lois et règlements qui se sont suivis dans la

législation britannique ont complètement modifié les élections, mais la publication du « Writ » a peu varié.

Après une dissolution du Parlement, laquelle, depuis le « Parliament Act, 1911 » (1 et 2 Geo. V, c. 13) (1), doit obligatoirement avoir lieu cinq ans après la date de la publication du « Writ » (ordre d'élire) par lequel ce Parlement a été convoqué, la Chambre des Communes est appelée à siéger par un ordre adressé par le Roi en Conseil au Lord Grand Chancelier de la Grande-Bretagne. Cet ordre enjoint au Chancelier de publier les « Writs » nécessaires pour les élections parlementaires. L'ancienne forme du « Writ » fut abrogée par le « Ballot Act, 1872 », qui détermina celle actuellement en vigueur.

Comme le nombre de députés à élire dans chaque circonscription doit être spécifié, un « Writ » distinct est promulgué pour chacune d'elles. Il est ainsi conçu :

« George (le nom du souverain régnant), par la grâce de
« Dieu du Royaume Uni de Grande-Bretagne et Irlande du
« Nord et des Dominions britanniques outre-mer, Roi,
« Défenseur de la foi, au ... du comté (ou du bourg) de ...
« Salut.

« D'après avis de notre Conseil ; nous avons ordonné à un
« Parlement de se rassembler à Westminster le ... jour
« de ... prochain. Nous vous ordonnons que l'annonce du
« temps et du lieu de l'élection étant dûment indiqués, vous
« ferez procéder à l'élection d'après la loi, de ... membres
« (ou un membre) pour servir dans le Parlement pour le dit
« comté (ou la division du dit comté, ou le bourg, ou comme
« le cas le demande) de ... et que vous présenterez le(s)

(1) J. Delpech et J. Laferrière : « Les Constitutions Modernes », six vol., Paris, Sirey, 1928, t. I, p. 539. Loi sur les pouvoirs et la durée du parlement du 18 août 1911, art. 7, p. 541.

« nom(s) du (des) membre(s) ainsi élu(s) s'il(s) est (sont)
« présent(s) ou absent(s) pour être homologué(s) par nous,
« dans le plus bref délai, en notre Chancellerie.

« En notre présence à Westminster le ... jour de ... l'an ...
« de notre règne et l'an de Notre Seigneur mil neuf cent ... ».

Le Parlement ne pouvant être convoqué que par ordre du Roi pour les élections générales, les « Writs » sont promulgués en son nom; mais une fois le Parlement réuni, c'est au « Speaker » de veiller à ce qu'il n'y ait pas de sièges vacants.

Si un siège devient vacant pendant une session du Parlement, par décès, aliénation mentale, faillite ou toute autre cause, le « Speaker » adresse une note (Warrant) au Clerc de la Couronne le chargeant de publier un « Writ » pour l'élection d'un membre à la place de celui dont le siège est devenu vacant.

Si pour une raison ou pour une autre un siège devient vacant pendant les vacances (« recess »), le « Speaker » doit prendre les mesures nécessaires pour que soit publié le « Writ » notifiant que les élections d'un nouveau membre doivent avoir lieu.

Comme l'exécution de toutes les mesures susmentionnées peut être empêchée, soit par la mort du « Speaker », soit par son absence, soit pour une autre raison, celui-ci doit, au début de chaque législature, nommer un certain nombre de membres (sept au plus et trois au moins) qui seront chargés d'assurer l'exécution de ces prescriptions. Si le nombre de ces membres tombe à moins de trois (par décès ou toute autre cause) le « Speaker » est autorisé à faire de nouvelles nominations.

Autrefois l'on craignait que la force militaire put exercer une pression sur les électeurs. Aussi pour assurer la liberté des élections, dès qu'un nouveau « Writ » était publié, le

Ministre de la Guerre en était-il avisé. Il en avertissait le général commandant la région où les élections devaient avoir lieu, et celui-ci devait veiller à ce qu'aucun soldat ne se trouvât à moins de deux milles de la localité les jours où devaient avoir lieu les nominations et les élections, si ce n'est pour monter ou relever la garde ou pour déposer son vote.

Maintenant que toutes précautions sont prises pour assurer l'entière liberté et la sécurité au moment des élections, cette loi a été abrogée en 1919 (9 Geo. V, c. 10) (1).

Un « Writ » doit être transmis au « Returning Officer » à qui appartient son exécution. Pour qu'il n'y ait pas d'irrégularités ou de retards, le messenger ou « poursuivant » du Grand Sceau (« Great Seal ») ou son délégué, après avoir reçu les « Writs », doit les porter immédiatement à la Grande Poste à Londres et les remettre au Directeur de la Poste, ou à son remplaçant, contre un reçu signé par l'un d'eux, et contresigné par lui-même ; sur ce reçu, mention doit être faite de l'heure de la remise du « Writ ».

Le « Postmaster General » expédie les « Writs » par le premier courrier au « Returning Officer ». Il en avise en même temps le chef de la poste de la localité ; ce dernier doit également les remettre contre un reçu signé et mentionnant la date et l'heure de la remise ; ce reçu est ensuite expédié au « Postmaster General » qui inscrit le tout sur un registre spécial et en constitue un dossier. De son côté, le « Returning Officer », quand il reçoit le « Writ », doit noter au verso de celui-ci la date et l'heure auxquelles il l'a reçu. Ainsi toute réclamation de retard peut être vérifiée. Dans certains cas ces avis et notifications concernant le « Writ » peuvent être donnés par voie télégraphique.

Tous les fonctionnaires préposés aux élections doivent

(1) *The law Reports*, vol. LVII, p. 19.

faire connaître au « Postmaster General » la localité où ils exercent leurs fonctions ; ce ministre doit en dresser une liste qui doit être exposée dans un endroit public de la Grande Poste.

SECTION 2. — L'annonce des élections

(« Notice of election »).

Avant le « Ballot Act, 1872 » divers règlements existaient pour faire savoir aux électeurs et au public en général qu'une élection devait avoir lieu, et à quelle date, mais souvent il y avait des irrégularités qui empêchaient des électeurs d'arriver à temps pour l'élection.

Aussi pour que chaque électeur puisse exercer son droit de vote librement et à temps, le « Ballot Act of 1872 » a édicté les prescriptions suivantes :

« Les annonces concernant les élections doivent être rendues publiques deux jours après la réception du « Writ » par le « Returning Officer » dans les comtés ; dans les bourgs le jour même ou le lendemain de la réception du « Writ ». Dans les deux cas le « Returning Officer » doit en avvertir le chef de la poste locale qui doit afficher cet avis dans les bureaux de poste.

« En ce qui concerne les élections générales, elles doivent avoir lieu dans toutes les circonscriptions le huitième jour après la proclamation convoquant le Parlement.

« Pour des élections partielles, elles doivent avoir lieu au plus tard le neuvième jour après la réception du « Writ », mais avec un intervalle d'au moins trois jours francs entre la publication de l'annonce et l'élection » (1).

(1) Pour les îles Orcades et Shetland la réglementation est un peu différente. La période fixée aux candidats et aux électeurs pour la cam-

En ce qui concerne les universités, les élections doivent avoir lieu à l'heure et au jour ainsi qu'à l'endroit fixés par le « Returning Officer », mais pas moins de quatre et pas plus de douze jours après la réception du « Writ ».

D'après le règlement 56 du « Ballot Act, 1875 », dans le calcul du nombre de jours qui doivent s'écouler, les dimanches, le jour de Noël, le Vendredi Saint, les jours de jeûne public et ceux d'actions de grâce, ne sont pas comptés, et tout acte de l'opération électorale qui devait avoir lieu à l'un de ces jours est reporté au lendemain si ce n'est pas également un jour férié.

Le calcul exact de ces délais est très important ; il y a eu des cas où des élections pouvaient être annulées parce qu'un dimanche avait été inclus dans le nombre de jours devant s'écouler entre la date de l'annonce des élections et celle de la nomination (1).

Tout ce qui précède ne s'applique pas aux universités. Dans le cas d'une circonscription universitaire, le « Returning Officer » de l'Université (2) doit « fixer l'heure, le jour et le lieu de la « nomination » des candidats ; cette « nomination » doit avoir lieu pas moins de quatre jours et pas plus de douze après la réception du « Writ » par lui » (3).

pagne électorale est un peu allongée pour tenir compte des mauvaises communications et autres difficultés.

Le « Writ » est adressé au « Sheriff » de Orkney qui, dans les vingt-quatre heures, doit notifier au Substitut du « Sheriff » de Shetland le jour fixé pour les élections, celles-ci devant avoir lieu, au plus tôt douze et au plus tard seize jours après la réception du « Writ ».

(1) *Rogers on Elections*, vol. II. Parliamentary Elections and Petitions, par C. W. Williams, chez Stevens and sons, Ltd. London, vol. II, p. 41.

(2) « Ret. Of. » de l'université est le « Vice-Chancellor » (s.-recteur).

(3) « The Representation of the People Act, 1918 » (7 et 8 Geo. V. c. 64).

CHAPITRE III

LA NOMINATION DES CANDIDATS

En France, la règle générale est que quiconque remplit les conditions d'éligibilité peut faire acte de candidature et est susceptible d'obtenir des voix. — C'est par exception pour la Chambre des Députés seulement, et pour des raisons occasionnelles, que la loi (L. du 17 juillet 1889) a établi la déclaration de candidature, l'élection ne pouvant avoir lieu qu'entre ceux qui préalablement ont déclaré leur intention d'être candidats dans le délai et dans les formes prescrites par la loi.

Telle est la règle générale en Angleterre.

Pour éviter les surprises, les erreurs et les manœuvres auxquelles peuvent donner lieu des candidatures surgies à la dernière minute, pour que les électeurs puissent exercer leur choix en connaissance de cause entre des candidats sur lesquels ils ont eu le temps de s'informer, la législation anglaise limite l'élection aux seuls candidats qui ont fait connaître à l'avance leur intention de se présenter aux suffrages des électeurs. Et pour éviter autant que possible les candidatures fantaisistes, la loi anglaise exige que la déclaration de candidature, au lieu d'être l'œuvre purement individuelle du candidat, soit présentée par un certain nombre de citoyens.

Ainsi, la première phase de l'élection est la « *Nomination* » des candidats, c'est-à-dire la présentation officielle de ceux qui entendent être candidats.

Aux élections générales la date de « *Nomination* » doit

« dans tous les cas être le huitième jour après la gracieuse proclamation de Sa Majesté déclarant la convocation du nouveau Parlement » (1).

Par le « Ballot Act, 1872 » (35 et 36 Vict., c. 33) le « Returning Officer » est tenu de faire l'annonce de la « Nomination » par la formule suivante :

« Le « Returning Officer » du ... de ... va procéder le ...
« jour de ... courant, entre ... et ... heures, à la nomination
« et s'il n'y a pas d'opposition à l'élection du (des) député(s),
« pour le dit comté (ou division du comté, ou du bourg, ou
« division du bourg) à (2).

« Des formulaires des fiches de « nomination » peuvent être
« obtenus à (2), entre ... et ... heures.

« Chaque fiche de « nomination » doit être signée par
« deux électeurs enregistrés dont le premier est « proposant »
« et le second « assistant », et huit autres électeurs enregistrés
« très comme consentants à la « nomination ».

« Chaque fiche de « nomination » doit être présentée au
« « Returning Officer » par le candidat à la « nomination »,
« ou son « proposant » ou son « assistant », entre ... et
« ... heures de la journée indiquée, à (2).

« Chaque candidat « nommé » ainsi que son « proposant »
« avec « assistant » et une seule personne en plus, choisie
« par le candidat, à l'exclusion de toute autre personne, ont
« le droit d'être admises dans le local destiné aux élections.

« Si cette élection sera contestée le « Poll » aura lieu dans
« la journée du ... à ...

Signature (—) selon le cas
du « Sheriff » ou du maire.

Le ... jour ... mois ... 19..

(1) « The Representation of the People Act, 1918 », s. 21 (7 et 8 Geo. V, c. 64).

(2) Ici, insérer la description de l'endroit et du local.

« Prenez note, que toute personne coupable de « Bribery » (1), influence illégale, fausse déclaration d'identité « (« personation ») (2) et autres actes de corruption pendant les « élections en cours, sera passible des peines indiquées dans « le « The Corrupt Practices Prevention Act, 1854 ». « The « Corrupt and Illegal Practices Act, 1883 », et, « The Ballot « Act, 1872 », et les amendements de ces Lois ».

Comme l'indique cet avis le « Returning Officer » doit indiquer les deux heures, entre 10 et 15 heures, pendant lesquelles la « nomination » doit avoir lieu. Il doit être présent pendant ces deux heures ainsi qu'une heure après ; en outre il doit fournir les fiches des « nominations » (3) à tout électeur enregistré qui en fait la demande. Les candidats aux élections parlementaires doivent être nommés par écrit ; cette pièce doit être contresignée par deux électeurs enregistrés, du comté ou du bourg, qui sont : le premier — le proposant (« Proposer ») et le second son assistant, ainsi que par huit autres électeurs enregistrés. Ces signatures signifient l'assentiment des électeurs à la « nomination » de telle personne comme candidat aux élections. Cet écrit doit être rendu au « Returning Officer » par le candidat lui-même, son proposant ou l'assistant de celui-ci au lieu et à l'heure des élections, et personne, excepté le candidat, son introducteur et l'assistant de ce dernier ne doivent être présents à cette procédure.

Voici comment est libellée la « fiche de nomination » (Nomination Paper) :

(1) « Bribery » = vénalité, pot-de-vin.

(2) « Personation », est le terme appliqué au cas où une personne se fait passer pour une autre, c'est-à-dire, où elle personnifie frauduleusement un électeur.

(3) Ces fiches sont réglementaires et obligatoirement fournies par le « Returning Officer ». *Rogers on Elections*, v. II, p. 48 ; *The Ballot Act*, 1872 (35 and 36 Vict. c. 33. s. 8).

« Nous soussignés A. S...., de dans le de et
 « O. Z. de de dans le de par la présente nom-
 « mons la personne sous-indiquée comme digne de servir
 « (représenter) en qualité de Membre pour le dit au Par-
 « lement :

Nom	Prénoms	Adresse	Qualité, Profession
Thomas	John	Bushy Lodge	Doctor of Medicine

Signé : A. S. (—) (supporter)

O. Z. (assistant)

« Nous soussignés, électeurs enregistrés de, consentons
 « par la présente à la « nomination » du sus-mentionné
 « Thomas John comme une personne digne de servir en qua-
 « lité de Membre pour le dit au Parlement ».

Signés : (—) J. B. de ; T. K. de

J. K. de ; I. D. de

P. Z. de ; V. O. de

T. L. de ; P. M. de

En Angleterre et en Irlande la contrefaçon de la fiche de
 « nomination » est punie d'une peine de prison avec ou sans
 travaux forcés qui ne peut excéder deux ans.

En Ecosse, la peine est la même pour les fonctionnaires
 des bureaux de vote, mais ne peut excéder six mois pour
 toute autre personne.

La fiche de « nomination » (Nomination Paper) doit être
 complètement remplie avant d'être signée par qui que ce soit ;
 si un mot est ajouté après, la fiche devient nulle.

Chaque candidat doit être nommé par une fiche de « nomi-
 nation » distincte, mais les mêmes électeurs peuvent signer

autant de fiches qu'il y a de sièges à pourvoir, mais pas plus. Ces « nominations » doivent se faire sur les formulaires prescrits par la loi mais pas nécessairement fournis par le « Returning Officer » (1).

Il ne faut pas oublier qu'en Grande-Bretagne on est très large envers les personnes qui se trompent, mais peuvent prouver qu'elles étaient de bonne foi. Ainsi une faute commise par inadvertance dans l'emploi du formulaire ou la non observation d'un règlement n'entraîne pas la nullité des élections si le Tribunal est assuré (satisfait) que celles-ci ont été menées d'après les principes fondamentaux de la loi et que le résultat de l'élection n'en a pas été affecté.

Dans sa « fiche de nomination », le candidat doit être décrit d'une façon que le « Returning Officer » estime suffisante pour l'identifier, c'est-à-dire que la fiche doit contenir ses nom, prénoms, adresse, rang (situation sociale), profession ou métier.

Les réclamations pour « insuffisance de description » doivent être faites immédiatement après la remise de la fiche. C'est encore le « Returning Officer » qui doit statuer sur ces réclamations.

Dès qu'un candidat a été nommé, il doit déposer ou faire déposer la somme de 150 (2) Livres sterling entre les mains du « Returning Officer » ; s'il ne le fait pas dans le laps de temps prescrit, on considère qu'il a retiré sa candidature. Si le candidat n'est pas élu et n'a pas réuni plus de 1/8 (un huitième) des suffrages dans une circonscription qui doit élire un ou deux députés, ou 1/8 (un huitième) de voix partagées par

(1) *Rogers on Elections*, v. II, p. 419 ; First Schedule, part. 1, art. 7.

(2) *The Law Reports ; The Public General Statutes passed in the seventh and eighth years of the reign of H. M. King George V*, 1917-1918, vol. LV, p. 269. Chapitre 64. Representation of the People Act, 1918, art. 26.

le nombre de sièges dans une circonscription qui élit plus de deux membres (députés), le dépôt est acquis à la Couronne. Dans tous les autres cas le dépôt est rendu au candidat ; toutefois si le candidat a posé sa candidature dans plus d'une circonscription, un seul dépôt lui est rendu (1).

De ce fait à chaque élection un certain nombre des candidats annoncés se retirent au moment du versement des 150 Livres sterling. D'autres, n'ayant pas réuni le nombre nécessaire de suffrages, perdent leur cautionnement.

En 1929, par exemple, 115 candidats sur 1.724 le perdaient (2).

Si un candidat veut retirer sa candidature il doit le faire par écrit pendant les deux heures réservées à la « nomination », mais pas plus tard. Si un candidat qui a été nommé contre son gré et dont le dépôt de 150 Livres sterling a été versé ne prévient pas à temps qu'il ne veut pas poser sa candidature et s'il est élu, il ne peut plus refuser de servir.

(1) Esmein Adhemar. *Éléments de Droit Constitutionnel français et comparé*, 6^e édit. (J. Barthélemy), Paris, chez Tenin, 1927, 2 vol., t. II, p. 312 en renvoi.

« La loi anglaise du 6 février 1918 exige en outre des candidats à « la Chambre des Communes le versement d'un cautionnement pécuniaire de £ 150, qui n'est restitué que si d'une part le candidat obtient « au moins un huitième du nombre total des suffrages exprimés, ou « si le candidat élu prête le serment exigé des membres de la Chambre « (art. 26 et 27). Cette disposition a pour but d'éviter les candidatures « multiples, d'empêcher les agitations politiques factices de partis qui « présentent sans chance de succès un candidat dans chacune des circonscription du pays, de prévenir les candidatures fantaisistes n'ayant « aucune chance de succès et dont le seul effet est de troubler les opérations électorales et, en absence d'un second tour, de fausser parfois « le premier tour de scrutin. Le but politique de cette disposition a été « dirigé contre, d'une part, les socialistes extrémistes, qui ne pouvaient « disposer des capitaux nécessaires pour présenter partout des candidats, et d'autre part, contre les Sinn Feiners d'Irlande, qui refusaient « le serment constitutionnel. »

(2) J. Barthélemy et Duez. « Droit Constitutionnel », Dalloz, 1933.

Dès que la ou les fiches de « nomination » (Nomination Papers) ont été reçues, le « Returning Officer » doit afficher les noms des candidats, ainsi que ceux de leurs « introduceurs » et assistants, à un endroit visible au dehors du bâtiment où la « nomination » a lieu.

Si, à l'expiration d'une heure après l'heure fixée pour la « nomination », il n'y a pas plus de candidats nommés qu'il n'y a de sièges à pourvoir, le « Returning Officer » doit immédiatement déclarer élus les candidats, qui ont été désignés, et doit en informer les électeurs par annonces, affiches, tracts ou tout autre moyen qu'il considère le plus efficace. Si il y a plus de candidats que de sièges il doit ajourner les élections, ordonner de faire un scrutin, et annoncer le jour et le lieu fixés pour celui-ci.

Si un candidat meurt dans le temps qui s'écoule entre sa « nomination » et le scrutin, le « Returning Officer » doit contremander le scrutin et l'élection doit recommencer tout comme s'il avait reçu le « Writ » le jour où la mort du candidat a été constatée.

Toutefois une nouvelle « nomination » pour les candidats déjà nommés n'est pas nécessaire.

Nous tenons à insister sur le fait qu'en Grande-Bretagne la « nomination » est en elle-même une élection puisque celle-ci peut très bien se passer de « Poll » (scrutin); si le nombre de candidats n'excède pas le nombre de sièges à pourvoir ces candidats sont proclamés élus sans scrutin et une élection pareille s'appelle « uncontested election » (élection incontestée).

Plus il y a de partis qui présentent des candidats, moins il y a d'élections incontestées, surtout depuis la formation du Parti Travailliste (Labour Party).

Voici quelques chiffres pour les élections législatives de :

1918 :	108	cas d'élections incontestées ;
1922 :	67	» » »
1923 :	50	» » »
1924 :	30	» » » (1)

Aussi les scrutins devinrent de plus en plus nombreux et c'est pour garantir la plus grande liberté et sincérité ainsi que le secret le plus absolu que divers règlements furent promulgués par le « Ballot Act, 1872 » (35 et 36 Vict., c. 33) et « The Representation of the People Act, 1918 » (7 et 8 Geo. V, c. 64).

(1) Lung-Chi-Lo. « The conduct of parliamentary elections in England », thèse de l'Université de Columbia, New-York, 1928.

CHAPITRE IV

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Quelque temps avant le jour de la « nomination », — le laps de temps varie selon le candidat, la circonscription et divers autres facteurs, — le candidat engage la campagne électorale. Il voyage dans la circonscription, fait des conférences, prononce des discours ; ses partisans font de la propagande pour lui et combattent ses adversaires. Des tracts sont distribués, des affiches sont publiées. Les personnes qui travaillent en ce sens pour le candidat sont de deux catégories : celles qui sont rémunérées et qu'on appelle des agents et celles qui le font gratuitement, et qui sont souvent des parents, des amis du candidat ou des adhérents du même parti. On les nomme en Angleterre des « Canvassers » et leur propagande « Canvassing ».

Tout ceci engage des frais qui autrefois prenaient des proportions tellement scandaleuses, que le législateur britannique s'en est ému et a voulu y remédier en instituant le contrôle des dépenses et en créant la fonction d'agent électoral.

SECTION I. — Les dépenses électorales.

Nous ne voulons parler que brièvement des frais électoraux, mais il est nécessaire d'en dire quelques mots, une partie de la procédure électorale ayant été instituée pour contrôler ces frais.

La question a de tout temps été une des plus graves et des plus délicates ; en Grande-Bretagne le gouvernement en était ému déjà au xvii^e siècle et une loi, le « Treating Act of 1696 » déclarait :

« Les dépenses excessives et exorbitantes contraires aux
« lois et en violation de la liberté due à l'élection de repré-
« sentants des Communes d'Angleterre au Parlement, au
« grand scandale du Royaume, déshonorent et peuvent être
« destructives de la constitution des parlements ».

Au xix^e siècle les abus et la corruption continuaient à semer le désordre pendant les élections et en fausser les résultats. Un candidat riche avait un avantage considérable sur son rival moins fortuné, et pouvait faire des dépenses sans compter, acheter des voix, faire pression sur des familles entières. Tous les abus, décrits si plaisamment par Dickens, avaient lieu constamment pendant les élections.

Différents cas qu'on trouve dans les écrits de l'époque prouvent que des mesures avaient été prises pour réprimer ces abus.

Mais tous ces règlements ne suffisaient pas pour supprimer la corruption, et surtout les pressions et l'influence que les candidats fortunés pouvaient exercer sur les électeurs, il fallait des lois plus précises et plus sévères qui rendraient responsables les personnes dont les fonctions auraient trait aux dépenses électorales.

Comme il a été dit plus haut, la première loi qui traitait de la question fut le « Treating Act, 1696 » (7 et 8 Will. III, c. 4) ; puis fut promulgué « The Corrupt Practices Prevention Act, 1854 (17 et 18 Vict., c. 102) qui ordonnait la nomination d'une tierce personne indépendante, appelée un « Election Auditor » pour faire un relevé des dépenses ; seulement

comme elle n'était pas responsable et n'avait aucun pouvoir, les abus et la corruption continuaient à avoir lieu.

La loi « *Corrupt Practices Prevention Act, 1863* » (26 et 27 Vict., c. 29) instituait la fonction d'un agent par lequel toutes les dépenses électorales devaient être faites, et le « *Corrupt and Illegal Practices Prevention Act, 1883* » (46 et 47 Vict., c. 51) ainsi que le « *Corrupt and Illegal Practices Act, 1895* » (58 et 59 Vict., c. 40) réglèrent cette question définitivement, à laquelle le « *The Representation of the People Act, 1918* » (7 et 8 Geo. V, c. 64) apporte encore quelques améliorations.

Une des questions les plus importantes en ce qui concerne les frais électoraux est de savoir à quel moment ces frais peuvent commencer à courir. Les avis des législateurs sont très partagés sur ce point. Les uns disent que le candidat aux élections ne peut commencer ses dépenses électorales qu'à la dissolution de la Chambre des Communes, d'autres qu'il ne peut le faire qu'après que le « *Writ* » annonçant les nouvelles élections, ait été promulgué, etc... Mais ces délais étant quelquefois très brefs les règlements concernant cette question présentent une assez grande souplesse.

Chaque candidat peut considérer la question d'un point de vue différent ; si certains, sûrs de leurs circonscriptions, ne commencent leur campagne qu'après la dissolution du Parlement, d'autres, par contre, doivent le faire bien avant comme celui qui déclarera :

« Je ne viendrai pas seulement dans la localité pour me
« présenter comme futur candidat pour cette circonscription,
« mais je vais pousser ma candidature de telle façon que quoi
« qu'il advienne, si une dissolution arrive demain, ou dans
« six mois, ou dans douze — je serai prêt ! » (1).

(1) *Rogers on Elections*, vol. II, Parliamentary Elections and Petitions, C. W. Williams, Stevens and sons, Ltd. London, 1928, p. 130.

Le résultat de tels procédés est qu'il y a eu des cas où les frais électoraux ont commencé à courir dix-huit mois avant les élections ; aussi, considère-t-on qu'une candidature commence dès qu'une personne se déclare être candidat ou qu'elle se présente dans une circonscription dans le but d'être élue, et que toutes les dépenses qu'elle fait en vue d'atteindre ce but sont des frais électoraux.

Comme il a été déjà mentionné, c'est l'agent électoral qui doit acquitter tous les frais et, quoique cela ne soit pas expressément prohibé par la loi, des dépenses ne doivent pas être faites avant la nomination d'un agent électoral ; si cela a eu lieu, ce dernier doit demander aux personnes qui ont déjà été ainsi payées de rembourser les sommes reçues à la personne qui les leur avait versées, et c'est lui, l'agent électoral, qui doit les indemniser.

Une autre question non moins importante est de savoir quels sont les frais qui peuvent être encourus comme frais électoraux.

D'après le « Corrupt and Illegal Practices Prevention Act 1883 » (46 et 47 Vict., c. 51), les dépenses suivantes sont autorisées :

- 1° l'emploi de certaines personnes ;
- 2° les dépenses personnelles du candidat ;
- 3° les frais d'imprimerie et d'annonce, de publication, lancement, distribution de notices, affiches, etc... ;
- 4° frais de bureau, timbres, télégrammes, messages ;
- 5° frais afférent à l'organisation de réunions publiques ;
- 6° frais de location d'un certain nombre de locaux de comité (« Committee Rooms ») et leur entretien ;
- 7° frais divers ne devant pas dépasser la somme de 200 livres sterling ;

8° frais de transport, dans certains cas, des électeurs par mer.

En ce qui concerne l'article n° 1, « l'emploi de certaines personnes », la loi de 1883 « Corrupt and Illegal Practices Prevention Act » (46 et 47 Vict., c. 41) autorise l'emploi des personnes rémunérées suivantes :

Dans un comté ou section de comté :

- un agent électoral,
- un sous-agent (« Sub-agent ») par district de scrutin ;
- un agent du scrutin par bureau de vote ;
- un clerc et un messenger pour le local central du comté, ou si le nombre des électeurs du comté ou de la section est supérieur à 5.000 — un clerc et un messenger pour chaque 5.000 supplémentaires ;
- un clerc et un messenger pour chaque district de scrutin, ou si le nombre d'électeurs du district est supérieur à 500 ;
- un clerc et un messenger pour chaque 500 électeurs supplémentaires.

Les clercs et messagers ainsi autorisés peuvent être employés dans n'importe quel bureau de vote de leur district où leurs services sont nécessaires.

Dans un bourg, ou la section d'un bourg, le nombre de personnes qui peuvent être employées est moindre et sont autorisés seulement :

- un agent électoral ;
- un agent du scrutin par bureau de vote ;
- un clerc et un messenger.

L'agent électoral ne doit pas laisser dépasser cette limite par le nombre des personnes employées moyennant rémunération.

Le montant des dépenses autorisé par la loi « Corrupt and Illegal Practices Prevention Act, 1883 » (46 et 47 Vict.,

c. 51) ne devait pas dépasser la somme de « Sixpence » (six penny) par électeur inscrit sur le registre dans les circonscriptions des comtés, et de « Fivepence » (cinq penny) par électeur dans les circonscriptions des bourgs (1), mais d'après le « Representation of the People Act, 1918 » le montant a été fixé à sept pence pour les comtés et cinq pence pour les bourgs (2).

En ce qui concerne les dépenses personnelles du candidat, il peut lui-même en faire jusqu'à 100 Livres sterling, mais doit présenter le relevé de cette somme à l'agent électoral et c'est celui-ci qui couvre les frais au-dessus de 100 Livres sterling.

« Les « dépenses personnelles » du candidat est une expression qui englobe des frais raisonnables de voyages du candidat ainsi que les frais raisonnables de ses séjours à l'hôtel ou ailleurs en raison des élections ou en rapport avec elles. Généralement cette phrase s'étend également à couvrir les invitations à l'hôtel d'amis et d'adhérents ou de conférenciers et leur transport dans des voitures de louage aux réunions, etc... » (3).

Comme franchise postale un candidat a le droit d'envoyer, franco de port, une seule lettre à chaque électeur enregistré ; cette communication doit avoir trait aux élections exclusivement et ne pas dépasser 56 grammes (deux onces) de poids.

Pendant la campagne électorale le candidat est autorisé à louer un local central de comité « Central Committee Room » et un local supplémentaire par district de scrutin pour les comtés, et d'un seul local dans les bourgs. Ceci s'applique

(1) Halsbury's. *Laws of England*, 11^e édit. (Lord Hailsham), t. XII, p. 274 ; Londres, Butterworth and Co, Ltd. 1934.

(2) *The Law Reports*, vol. LV, 1917-1918, p. 300 (cédule IV de l'Act, 1918) (7 et 8 Geo. V. c. 64).

(3) Halsbury's. *Laws of England*, 11^e édit. (Lord Hailsham), t. XII, p. 274 (r) ; Londres, Butterworth and Co, Ltd. 1934.

dans les cas où il y a jusqu'à 500 électeurs ; si leur nombre dépasse ce chiffre un local supplémentaire par 500 électeurs peut être loué.

Le candidat n'a pas le droit de payer le transport par route ou par rail des électeurs, mais si il y en a qui se trouvent placés de telle façon qu'ils doivent traverser la mer ou un bras de mer (« Arm of the sea ») pour venir voter, leurs frais de transport peuvent leur être remboursés.

Quelquefois pour réduire les frais deux candidats s'unissent et emploient le même agent électoral, les mêmes clerks, messagers, etc... louent les mêmes locaux et distribuent les mêmes circulaires, tracts et notices.

Il n'est défendu à personne de fonder ou de soutenir un journal, mais il est assez difficile de savoir si les sommes dépensées pour cela peuvent être considérées comme frais électoraux.

Si la dépense est faite dans le but de propager les conceptions politiques du parti auquel le candidat appartient, on considère que cela n'est pas une dépense électorale ; si par contre le journal travaille seulement pour soutenir les intérêts électoraux du candidat, c'est sans aucun doute une dépense électorale. Ces frais, comme tous les autres, doivent passer par l'intermédiaire de l'agent électoral ; ceci pour que non seulement des personnalités, mais également des clubs politiques ou des associations de politiciens n'aient pas une influence occulte sur le cours des élections.

Pour faciliter le contrôle il est recommandé à l'agent électoral d'avoir un livre de caisse où toutes les dépenses sont inscrites par ordre chronologique ainsi qu'un registre à souches pour les commandes, et un carnet de reçus. Toutes revendications concernant les paiements doivent être faites dans un délai de 14 jours après que les candidats sont déclara-

rés élus ; les paiements eux-mêmes doivent être versés dans les 28 jours après cette date.

Si l'agent électoral n'applique pas ce règlement il est considéré coupable de pratiques illégales, et si des paiements sont faits par lui après ce délai avec l'assentiment du candidat, ce dernier peut être disqualifié par la « Election Court » pour cette circonscription durant cette législature.

Quelquefois pendant des élections partielles le parti auquel appartient le candidat envoie de son comité central des agents pour assister à l'organisation de la campagne électorale. Ils sont rémunérés par le parti et cette dépense ne figure pas sur la liste des frais électoraux.

Le contrôle officiel des dépenses électorales a été institué surtout pour empêcher la corruption et les abus, et là où on soupçonne que des abus ont pu avoir lieu, une enquête sévère est imposée. Le candidat lui-même est responsable sous certains points et peut être disqualifié, mais c'est l'agent électoral qui porte la plus grande part de responsabilité ; aussi préfère-t-on que cette fonction soit remplie par des personnes connues honorablement et dont la réputation est au-dessus de tout soupçon.

SECTION 2. — Les agents électoraux.

Le candidat doit nommer un agent électoral le jour de la « nomination » des candidats ou avant et doit immédiatement faire parvenir par écrit le nom et l'adresse de celui-ci au « Returning Officer » qui, de son côté, a le devoir de notifier publiquement les noms et adresses de tous les agents électoraux (46 et 47 Vict., c. 51, s. 24).

Des agents adjoints (« Sub-agents ») peuvent être nommés

dans les comtés ; dans ce cas l'agent électoral doit également déclarer par écrit les noms et adresses de tous ses adjoints au « Returning Officer » qui les publie immédiatement.

Les fonctions d'un agent électoral sont multiples et la loi « Corrupt and Illegal Practices Prevention Act of 1883 » (46 et 47 Vict., c. 51) les précise clairement.

N'importe qui peut être agent électoral excepté le « Returning Officer » et les autres fonctionnaires préposés aux élections (« Ballot Act, 1872 », s. 11) ainsi que les personnes qui, pendant les sept années précédentes, ont été condamnées pour corruption.

Le choix d'un agent électoral est de la plus grande importance pour le candidat ; si ce dernier nomme quelqu'un qui est en même temps membre du bureau d'une association politique locale, on rend souvent le candidat responsable des faits et gestes de l'association ou de ses membres. Aussi est-il bien plus avantageux pour le candidat de choisir un homme qui a une grande expérience de la procédure des élections et surtout quelqu'un qui connaît très bien toutes les prescriptions de la loi 1883 : « Corruption and Illegal Practices Prevention Act » et sur lequel on peut compter de les exécuter sans défaillance.

L'agent électoral doit être nommé par écrit à temps pour pouvoir s'occuper de tous les préparatifs pour la conduite des élections. Il doit surtout contrôler les dépenses dont il est responsable. La rémunération à laquelle il a droit doit être spécifié dans son brevet de « nomination ».

Toutefois il ne faut pas se figurer que les responsabilités du candidat cessent avec la « nomination » d'un agent électoral, mais cela lui facilite toutes les démarches. Certains candidats sont leur propre agent, ceci n'est pas défendu par la loi, mais cela crée des situations souvent très délicates, surtout

en ce qui concerne les relations du candidat-agent électoral avec ses « Sub-Agents », ainsi que dans le contrôle des élections.

Aussi est-il préférable de ne pas le faire et d'avoir un agent électoral quasi-professionnel, honorablement connu pour son intégrité, son savoir-faire et son indépendance.

L'agent doit avoir un bureau dans la circonscription de son candidat et auquel on peut adresser les réclamations, annonces, notices, etc... ; il doit donner l'adresse de ce bureau au « Returning Officer » en même temps que le candidat avise ce fonctionnaire par écrit de la « nomination » de l'agent électoral.

Les fonctions de l'agent électoral sont les suivantes : il doit engager les « Sub-Agents », les clerks ordinaires, les courriers (« Messengers »), les « Poll-Agents », etc.... et en général toute personne, employée par le candidat, pour une rémunération. Il doit non seulement s'occuper de toutes les dépenses de l'élection (excepté les dépenses personnelles du candidat), mais également les contrôler, déboursier les sommes nécessaires, tenir la comptabilité à jour, s'occuper de la location des locaux, et veiller à ce que la quantité de locaux loués et le nombre de clerks, courriers, etc..., engagés ne dépasse pas le nombre autorisé par la loi.

Pour éviter toute suspicion et tout ennui l'agent doit garder tous les documents relatifs aux élections pendant quelque temps et, en tout cas, jusqu'à ce que le délai des pétitions électorales soit écoulé.

Il doit en outre présenter au « Returning Officer », après un délai de trente-cinq jours du jour où les candidats ont été élus, un Exposé-état exact contenant :

a) un relevé de tous les paiements faits par l'agent électoral, accompagné des factures et reçus ;

b) un relevé du montant des dépenses personnelles, s'il y en avait, payés par le candidat ;

c) un relevé des sommes versées au « Returning Officer » pour ses charges ou, si le montant est contesté, de la somme revendiquée du montant contesté ;

d) un relevé de toutes les autres revendications contestées connues de l'agent ;

e) un relevé de toutes les revendications impayées qui sont connues par l'agent électoral et pour lesquelles une demande a été ou devait être formulée au « High Court » ;

f) un relevé de tous les cautionnements, valeurs, garanties et l'équivalent des sommes reçues par l'agent électoral du candidat ou d'autres personnes pour couvrir les frais de l'élection, avec les noms de toutes les personnes par qui ces sommes, etc... ont été versées.

Tout ce qui est mentionné plus haut est du devoir officiel de l'agent électoral, mais à part cela il a un autre rôle à remplir, c'est celui de diplomate. C'est lui, qui doit s'occuper à calmer les électeurs révoltés, à percer le mystère des lettres anonymes, à connaître qui est favorable à son candidat et qui ne l'est pas, et à aplanir toutes les difficultés d'une façon délicate et avec tact.

Mais il ne faut pas oublier que c'est surtout pour la question des dépenses électorales que la fonction d'Agent Electoral a été instituée ; l'abolition de la corruption, des pots de vin, des abus de toutes sortes a été la préoccupation constante du législateur britannique, et toutes les lois successives n'ont été promulguées que pour atteindre ce but.

CHAPITRE V

LE SCRUTIN

La plus ancienne manière de faire les élections en Grande-Bretagne était simplement de compter les voix des électeurs au sens précis du mot ou encore de compter les mains levées (« Show of Hands ») ; cela prêtait à beaucoup de confusion car il était assez difficile de les compter exactement. Plus tard on introduisit le système qui consistait de compter les têtes des électeurs et c'est de ce moment que le scrutin s'appela « Poll » ce mot voulant dire « tête » (plus exactement « caboche »). Mais de tels systèmes rendaient un contrôle efficace très difficile pour ne pas dire impossible, d'autant plus que les élections pouvaient avoir lieu n'importe où ; souvent dans les tavernes ou autres lieux où des spiritueux étaient servis. C'est pour cette raison que des lois furent promulguées réglant la question des lieux et heures des élections.

SECTION I. — Lieu, jour et heures des élections.

A: *Les lieux.* — Par la loi « The Representation of the People Act, 1832 » (2 et 3 Will. IV, c. 45) une première liste de locaux prohibés pour les élections fut dressée : églises, chapelles et autres lieux de prière.

Mais c'est la loi « The Parliamentary Elections Act, 1853 » (16 et 17 Vict., c. 68) qui stipule que des locaux tels qu'hôtels, tavernes, estaminets, brasseries et tout autre local qui a licence de vendre du vin ou de l'alcool ainsi que tout local en communication directe avec ceux-ci, seraient absolument

interdits pour les élections et les scrutins. Comme nous l'avons déjà mentionné, ce sont les Conseils Municipaux qui partagent les circonscriptions en districts électoraux, mais c'est le « Returning Officer » qui doit choisir le lieu même de l'élection. Il doit le faire de telle façon que chaque électeur puisse se rendre facilement au bureau de vote qui lui est assigné, sans perte de temps, ni trajet excessif. Pour que les conditions dans lesquelles le scrutin a lieu soient les meilleures, garantissent au votant un minimum de dérangement et lui assurent le secret du vote, le « Returning Officer » doit choisir des locaux commodes pour le scrutin. Si il n'y a pas de local appartenant au bourg ou au comté qui puisse convenir il doit en louer un ; il peut également employer à cet effet l'école communale de l'endroit (1), mais dans tous les cas il doit veiller à ce que les bureaux de vote soient assez nombreux et placés de telle façon que chaque électeur puisse voter sans encombre.

B. Jour et heures. — Le choix du jour est très important ; il faut qu'il convienne au plus grand nombre des électeurs. Le samedi est considéré un mauvais jour car on ne peut faire le dépouillement des bulletins que le lundi ; or le lundi ne convient pas pour faire le scrutin car cela ferait travailler les fonctionnaires et agents le dimanche, ce qui est peu admis en Grande-Bretagne.

Il y a eu divers règlements concernant les jours et les heures des scrutins ; autrefois le scrutin se prolongeait pendant une période de quinze jours, ce qui permettait toutes sortes d'irrégularités, de transactions et de pressions, mais maintenant ils ne peuvent être faits que pendant une journée.

Pour que les électeurs aient la latitude de voter, les bureaux de vote sont ouverts de 8 à 20 heures, c'est-à-dire pendant

(1) *Rogers on Elections*, t. II, p. 44.

un laps de temps suffisant pour que chaque électeur ait la possibilité de se rendre au bureau de vote.

Les scrutins des élections parlementaires (General Elections) doivent avoir lieu le même jour, et ce jour fixé par le « Returning Officer » doit être le neuvième après le jour fixé pour la « nomination ».

SECTION 2. — Le scrutin (Poll).

Comme nous avons déjà dit un scrutin n'a lieu que si l'élection est contestée, c'est-à-dire s'il y a plus de candidats qui se présentent qu'il y a de sièges à pourvoir.

C'est le « Returning Officer » qui prend toutes les dispositions nécessaires et il peut également présider le scrutin, mais comme il y a généralement plusieurs bureaux de vote il nomme un président pour chacun d'eux, ne s'occupant que de la surveillance générale.

A. — Les devoirs du président du scrutin sont les suivants, il doit :

- être à son poste avant 8 heures le jour du scrutin ;
- veiller à ce que l'emplacement du bureau de vote et les directions aux électeurs soient affichés au dehors du bureau ;
- voir que ces directions soient également affichées dans chaque isoloir et que chacun de ceux-ci soit pourvu d'un crayon ;
- contrôler les cartes de « nomination » du clerc et des agents et veiller à ce qu'ils fassent leur déclaration du secret ;
- montrer à tous ceux qui sont présents que l'urne est vide, puis la fermer et y mettre les scellés ;
- déclarer le nombre d'électeurs admis simultanément dans le bureau de vote ;
- vérifier que chaque électeur est inscrit sur le registre et annoncer son numéro, son nom et sa description ;

- marquer le numéro de l'électeur sur une fiche ;
- timbrer chaque bulletin de vote de façon à ce que le timbre humide officiel paraisse des deux côtés ;
- noter sur le registre que l'électeur a reçu un bulletin de vote ;
- si nécessaire, « poser les questions » et exiger le serment de toute personne voulant voter ;
- donner un nouveau bulletin pour remplacer un qui aurait été abîmé par inadvertance, ce dernier devant être annulé et conservé ;
- donner un bulletin de « vote présenté » à toute personne qui en fait la demande après qu'une autre personne a voté en son nom et répondu aux questions et prêté serment ;
- marquer ces bulletins avec le nom et le numéro de l'électeur et l'entrer sur la « liste de votes présentés » ;
- veiller à ce que chaque bulletin soit muni du timbre officiel avant que l'électeur le dépose dans l'urne ;
- remplir le bulletin pour un électeur si celui-ci ne peut pas le faire étant aveugle, paralysé ou pour toute autre cause ; également pour un juif si ce dernier refuse de le faire un samedi, ainsi que pour toute personne déclarant qu'elle est illettrée ; ces bulletins doivent être attestés par le président et gardés par lui ;
- faire arrêter toute personne accusée de « personnifier » (1) une autre et marquer sur le bulletin « protesté à cause de faux » ;
- veiller à ce que l'ordre règne au bureau de vote et faire éloigner les personnes faisant du tapage et provoquant du désordre ;
- clore le scrutin à 20 heures ;

(1) « Personnification » (« personation », angl.) est le terme qu'on applique au cas où une personne se fait passer pour une autre, c'est-à-dire elle personnifie frauduleusement un électeur.

— sceller l'urne pour empêcher l'introduction d'autres papiers ;

— faire des colis séparés des urnes, des listes, etc. ;

— faire un rapport et le remettre avec ces colis au « Returning Officer ».

C'est l'affaire du président du scrutin de veiller à ce que tout se passe avec calme, qu'il n'y ait pas de désordres, de faire venir un policier pour éloigner toute personne dont la conduite est mauvaise ou qui désobéit aux ordres légaux, et d'exclure une telle personne du bureau de vote toute la journée et même de l'arrêter si elle commet un délit ; mais cela ne doit pas l'empêcher de voter si elle en a le droit et elle doit le faire elle-même, et ne pas se faire remplacer.

Le président ainsi que tous les fonctionnaires présents au scrutin doivent, non seulement eux-mêmes garder le secret, mais aider les électeurs à le garder également. Ils ne doivent rien communiquer à personne tant que le scrutin n'est pas terminé ; ni le nom et numéro de registre d'un votant, ni, s'il a voté ou non, ni le numéro ou timbre officiel sur les bulletins de vote, etc...

B. — Tout ce qui peut contribuer à la sincérité et surtout au secret absolu du vote est du ressort du « Returning Officer ». C'est toujours lui qui doit s'occuper de fournir les urnes, les bulletins de vote, les timbres et cachets nécessaires, les copies des listes des électeurs, etc... Les mêmes installations, iso-loirs, urnes, etc... peuvent servir pour les élections parlementaires ainsi que pour les scrutins municipaux. Il est même du devoir du « Returning Officer » de les utiliser autant que possible en payant pour leur location. Il doit également faire parvenir les papiers de « nomination » à tout électeur enregistré. En ce qui concerne les bulletins de vote ils sont de deux espèces :

Les bulletins *ordinaires* et ceux (d'une autre couleur) pour les votes « *présentés* ».

Ces derniers sont employés comme suit :

Quant un électeur en demandant un bulletin de vote découvre qu'une autre personne a voté à sa place, il doit demander de voter par un bulletin spécial « *Tendered Ballot Paper* ». L'électeur marque ce bulletin comme un bulletin ordinaire, mais au lieu de le déposer dans l'urne il le présente au président qui le met dans un paquet distinct et marque le nom de l'électeur sur une liste spéciale, la « *liste des votes présentés* ».

Si après une enquête le président découvre que l'électeur est dans son droit et qu'une autre personne a voté illégalement à sa place le bulletin ordinaire est annulé et le bulletin « *présenté* » ajouté aux autres bulletins de vote.

Chaque bulletin ordinaire doit contenir la liste des candidats décrits comme dans leurs fiches de nomination et par ordre alphabétique.

Les bulletins doivent avoir la forme suivante :

Souche N°... Notice : La souche doit avoir le même numéro que celui qui est inscrit au dos du bulletin de vote	1	BUTLER (Jim Butler, d'Avon, Art. Peintre)	
	2	BLAKE (Wilfrid J. Blake, de New Lodge à Surrey, major RFC)	
	3	COBBET (Evelyn Talbot Cobbet, de Timber Joke, concierge)	
	4	BELL (Arthur Bell, de Low Oak, à Surrey, commissionnaire)	

Chaque électeur doit déposer son vote au bureau qui lui a été désigné et il n'a pas le droit de le faire dans un autre, il ne peut pas voter non plus dans plusieurs circonscriptions à la fois.

Immédiatement avant de le donner à l'électeur, le bulletin doit être tamponné des deux côtés avec le timbre officiel et les numéro, nom et description de l'électeur, tels qu'ils figurent au registre, doivent être annoncés à haute voix ; son nom doit être marqué sur la souche et un signe fait à son numéro sur le registre pour montrer qu'il a reçu un bulletin de vote.

Ayant reçu son bulletin de vote l'électeur doit se rendre dans un des isolements du bureau de vote et marquer en secret (en traçant une croix vis-à-vis du nom du candidat pour lequel il veut voter) son bulletin, puis le plier de façon à cacher le signe qu'il y a tracé et après avoir montré au président le timbre humide officiel qui y est apposé, le déposer dans l'urne en présence de celui-ci. Il doit faire tout ceci sans flâner et après avoir déposé son bulletin il doit quitter le bureau immédiatement. Personne ne doit le déranger pendant qu'il marque son bulletin et ne doit essayer de savoir pour qui il a voté.

Pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote et pour les empêcher de commettre des erreurs, des avis leur rappelant comment ils doivent voter doivent être imprimés en caractères lisibles et affichés à l'extérieur de tout bureau de vote, ainsi que dans chaque isolement ; de plus une notice doit également être affichée prévenant l'électeur que s'il sort le bulletin de vote du bureau, ou s'il dépose dans l'urne un autre papier que celui qui lui a été fourni par le « Returning Officer », il est coupable d'un délit et pourra être condamné à six mois de prison avec ou sans travaux forcés. Un autre avis doit également faire connaître à l'électeur pour combien de candidats il peut voter. Généralement il peut le faire pour autant de can-

didats qu'il y a de sièges vacants, ou pour un nombre moindre, ou même pour un seul. Actuellement chaque circonscription envoie un ou deux députés à la Chambre des Communes et pas un de plus, excepté celle des Universités Ecossaises, qui en élisent trois.

Il appartient au « Returning Officer » de décider si un électeur est capable de voter ou non. C'est lui qui doit voir si des idiots, des fous, des ivrognes, etc.... sont en état de comprendre ce qu'ils font et il peut refuser de leur donner un bulletin de vote, s'il trouve qu'ils sont trop inconscients. En ce faisant il ne doit pas oublier que chaque électeur doit être admis à voter excepté s'il est *complètement incapable* de le faire.

Dans certains cas comme par exemple pour des personnes sourdes, le « Returning Officer » peut demander à l'électeur de donner son nom et adresse par écrit.

Il y a des cas où le « Returning Officer » doit se faire aider, comme dans le cas d'un sourd-muet et aveugle ; c'est la femme de ce dernier qui devait aider le « Returning Officer » à connaître pour qui cet électeur voulait voter. Comme il a déjà été dit, le « Returning Officer » peut marquer par une croix les bulletins des aveugles, des illettrés, des paralysés, etc.... ainsi que ceux des juifs un samedi. En ce qui concerne les illettrés, ils doivent faire au moment du scrutin la déclaration qu'ils ne savent pas lire, déclaration qui doit être certifiée gratuitement par le président.

C. — Pour l'identification des électeurs ceux-ci doivent prêter serment. Autrefois les serments que les électeurs devaient prêter, étaient très nombreux et cela prenait beaucoup de temps. Puis on les a ramenés à deux : le serment de non corruption (« Bribery » (1)) et celui de la véracité de la

(1) Bribery = vénalité, pot-de-vin.

réponse aux questions posées. Actuellement il n'y a plus que le dernier. On le prête en tenant dans la main levée un volume du Nouveau Testament, ou pour les juifs de l'Ancien Testament, et on prononce les paroles suivantes :

« Je jure par Dieu Tout-Puissant que je suis la même personne dont le nom est porté comme N. N. sur le registre actuellement en vigueur des électeurs pour le comté parlementaire de (ou du bourg parlementaire du) et que je n'ai pas voté ici ou autre part aux élections actuelles pour le comté parlementaire de ou (bourg parlementaire de) ».

Si l'électeur refuse de prêter serment pour des raisons religieuses on doit lui permettre de remplacer la première phrase du serment par l'affirmation suivante :

« Je, N. N. déclare et affirme solennellement, sincèrement et véridiquement que je suis la même personne dont le nom est porté comme N. N. sur le registre » (Cf. ci-dessus).

De toutes les questions qu'on posait dans le temps aux électeurs, il ne reste que deux actuellement.

La première est la suivante :

« Etes-vous la même personne dont le nom apparaît comme étant N. N. sur le registre des électeurs actuellement en vigueur pour le comté parlementaire de ...? (ou : « du bourg parlementaire de?) ».

Cette question en esprit et à la lettre concerne l'identité *de la personne* mais non l'identité *du nom*. La question n'est pas posée pour savoir si le *nom* de l'électeur est N. N., mais pour savoir *si il est la personne* dont le nom apparaît comme étant N. N. La personne réellement enregistrée peut donc toujours répondre affirmativement à cette première question sans aucun risque, même si son nom ou son numéro ne sont pas correctement notés dans le registre.

La seconde question est la suivante :

« Avez-vous déjà voté ici ou ailleurs à ces élections pour le comté parlementaire de (ou : pour la section du comté parlementaire de, ou bourg parlementaire) ? »

Le « Returning Officer » ou son remplaçant, le clerc ou le président qui sont autorisés à poser ces questions doivent le faire avec calme et fermeté et veiller à ce que pendant ses réponses l'électeur soit protégé de toute interruption ou intervention. Toute réponse volontairement fausse, faite par l'électeur, est considérée comme un délit. Les questions doivent être posées dans la forme exacte, prescrite et aucune autre question ou discussion entre l'électeur et les fonctionnaires n'est tolérée, sous quelque prétexte que ce soit.

En plus de ces deux questions, trois autres peuvent être posées, mais exclusivement pendant les élections générales (General Elections).

La première d'elles est comme suit :

« Avez-vous déjà voté à l'élection générale présente d'après votre qualification résidentielle ? »

La question suivante est :

« Avez-vous déjà voté à l'élection générale présente d'après une qualification autre qu'une qualification résidentielle ? »

La dernière question concerne les femmes qui votent à des élections autres que les « élections universitaires » :

« Avez-vous déjà voté aux élections présentes ? »

Au cas où un électeur a déjà voté aux mêmes élections, ou s'il refuse de répondre aux deux questions fondamentales, ou encore s'il refuse de prêter serment, ou n'est pas la personne enregistrée, le « Returning Officer » ou le président doit refuser son vote, mais il est bien recommandé à ces fonctionnaires d'exercer la plus grande attention avant de le faire et d'user de la plus grande indulgence.

Les scrutins doivent toujours être clos à 20 heures (heure de Greenwich). Au premier coup de vingt heures les portes du bureau de vote doivent être fermées, mais s'il s'y trouve des électeurs qui avaient reçu leurs bulletins avant cette heure, ils peuvent encore les marquer et les déposer dans l'urne.

Les bulletins qui auraient été déposés avant ou après les heures officielles du scrutin sont nuls.

Il y a une catégorie d'électeurs qui ne sont pas tenus de voter dans un bureau qui leur est indiqué : c'est la police.

Comme des policiers peuvent être de service loin de leur bureau de vote et comme d'autre part on ne veut pas priver ces citoyens de la possibilité d'exercer leur droit de vote, le policier qui est dans ce cas doit seulement fournir au président du bureau de vote où il se trouve au moment de l'élection un certificat portant ses nom, prénoms, adresse, etc... et signé par son chef, et le président lui donne un bulletin, en gardant le certificat au lieu de souche.

En ce qui concerne les circonscriptions universitaires, non seulement quelques détails de procédure les différencient des autres, mais il y a une grande différence dans le fond.

Dans les universités, où deux ou plus de deux députés doivent être élus, la représentation doit être proportionnelle, chaque électeur ayant un vote (une voix) déposé (donnée) de façon à indiquer la préférence de l'électeur pour les candidats par ordre, et qui peut être transféré sur le candidat suivant.

Le scrutin dans les universités peut durer cinq jours et dans celles d'Oxford, de Cambridge et de Londres c'est le Vice-Chancelier qui remplit les fonctions de « Returning Officer ».

CHAPITRE VI

LE VOTE DES ABSENTS

Jusqu'à 1918 il était impossible pour une personne de voter aux élections ou de prendre part à un scrutin en Grande-Bretagne si elle n'était pas elle-même présente; mais pendant la première Guerre mondiale les Dominions britanniques, qui avaient envoyé leurs soldats se battre hors de leur territoire, ne purent admettre que leurs meilleurs citoyens fussent privés de leur droit de vote du fait de leur absence. Il fallait trouver un moyen de remédier à un tel état de choses, et ce moyen fut : « le vote des absents » (1).

Le Parlement de Grande-Bretagne ayant attentivement examiné cette question et toujours soucieux d'assurer l'effectivité chez les citoyens de leur droit de vote, se préoccupa de régler la question, et de remédier au préjudice qu'un tel état de choses pouvait causer aux citoyens : d'une part à certains électeurs qui étaient ainsi privés en fait de leur droit de vote, et d'autre part aux candidats dont le manque de quelques voix pouvait entamer l'échec.

En Grande-Bretagne, les membres de l'armée et de la marine ont le droit de vote, mais comme ils sont souvent en service commandé loin de leur résidence, c'est surtout eux

(1) J. Delpech et J. Laferrière : « Les constitutions Modernes »; Paris, Sirey (1928), t. V. — Nouvelle-Zélande : *Expeditionary Forces Voting Act*, 1914, p. 289. — Canada : *Military Voters Act*, 1917, p. 255. — Australie : *Commonwealth Electoral (War Time) Act*, 1918, p. 215.

que la question intéressait. Mais la loi de 1918 l'a réglé de façon générale, et de façon plus complète que la plupart des législations qui sont entrées dans cette voie.

En effet, le législateur britannique a organisé deux manières pour les absents d'exercer leur droit de vote : ceux qui ne sont pas trop éloignés peuvent le faire par *correspondance*, tandis que ceux qui sont trop loin pour que leur courrier arrive à temps, doivent le faire par « Proxy » (mandataire).

Ces deux procédés ont une base commune : l'établissement d'une « Liste des électeurs absents ».

« Le « Registration Officer » doit préparer et ajouter « comme supplément au registre électoral une liste dite : « liste des électeurs absents » des personnes qui ont droit « de voter en qualité d'électeurs absents, c'est-à-dire par correspondance ou par « proxy » (1). Un électeur absent est « une personne dont le nom est déjà inscrit sur les listes des « électeurs et qui appartient à l'une des deux catégories suivantes :

« 1^o personnes qui en raison du genre de leur occupation, « service ou travail peuvent être empêchées de voter à des « élections parlementaires qui ont lieu pendant que le registre est en vigueur ; ou

« 2^o personnes qui appartiennent à la catégorie des électeurs navals ou militaires

« Toute personne qui veut être inscrite sur les listes des « électeurs absents doit en faire la demande. Une fois « qu'elle a été inscrite sur la liste des « absent voters », le « « Registration Officer », si il estime que cette personne

(1) « Representation of the People Act, 1918 » (7 et 8 Geo. V. c. 64), Sched. I. r. 3.

« continue, par son occupation, service ou travail, à être
« empêchée de voter aux élections, doit la porter sur chaque
« nouveau registre des électeurs « absents », excepté si elle
« l'avise par écrit qu'elle ne désire plus y figurer » (1).

Il est à noter que cette inscription est subordonnée à l'appréciation par le « Registration Officer » du bien-fondé des raisons alléguées par ceux qui la sollicitent. Cela montre bien le rôle important de ce fonctionnaire et la confiance qu'a la loi en son objectivité.

Pour ceux qui sont ainsi admis comme « absent voters » la loi de 1918 organise deux façons d'exercer leur droit de vote (2) :

- 1° par correspondance, et
- 2° par procuration (Proxy).

SECTION I. — Vote par correspondance.

Ce procédé concerne les électeurs qui résident en Grande-Bretagne, mais pour lesquels leurs occupations constituent un empêchement reconnu valable de venir à leur bureau de vote au jour du scrutin. Ils voteront eux-mêmes, mais par correspondance, la loi édictant les précautions nécessaires pour obvier aux fraudes possibles.

Ce vote par correspondance est organisé de la façon suivante. Le « Registration Officer » dresse une liste des électeurs absents et qui ont fait une demande à cet effet, quand il est convaincu que leur service ou leurs occupations les empêchent de voter en personne. Il doit y inscrire d'office et

(1) Halsbury's. *Laws of England* (lord Hailsham Edit.), t. XII, p. 210.

(2) *Rogers on Elections*, t. II, p. 87.

sans demande tout électeur de l'armée et de la marine, sauf ceux qui font savoir qu'ils ne sont pas électeurs ou qui votent d'après une qualification résidentielle.

Si l'élection à laquelle ces électeurs pourraient participer donne lieu à un scrutin, le « Returning Officer » doit, aussi vite que possible, envoyer un bulletin de vote accompagné d'une déclaration d'identité dans la forme prescrite à chaque électeur absent. Celui-ci doit marquer le bulletin, signer et faire certifier sa déclaration d'identité et renvoyer le tout au « Returning Officer ».

Voici comment est libellée la déclaration d'identité de l'électeur absent :

(Recto)

Bulletin de vote N°

Déclaration d'identité.

Je déclare que je suis la personne à laquelle était envoyé ce bulletin de vote numéroté comme ci-dessus, ainsi que l'enveloppe qui le contenait (que tous les deux je présente maintenant).

Signature de l'électeur (—) ...

Le susnommé, qui m'est personnellement connu, a présenté le bulletin de vote et l'enveloppe susmentionnée et a signé la déclaration ci-dessus en ma présence.

Signature du témoin (—) ...

(si le témoin fait partie des forces militaires il doit donner son numéro (si il en a), vaisseau, unité et corps, grade, etc... Si c'est un non militaire, donner son adresse).

(Verso)

Instruction pour le votant.

1. — Avant de marquer le bulletin de vote ci-joint l'électeur doit présenter :

- a) le bulletin de vote avec son numéro visible ;
- b) cette feuille-ci, et
- c) l'enveloppe dans laquelle il a reçu le bulletin de vote

à la personne par laquelle il est connu et qui lui certifie cette déclaration d'identité.

2. — L'électeur doit signer la déclaration d'identité devant le témoin.

3. — L'électeur peut voter pour candidat(s) seulement.

4. — L'électeur doit voter en marquant le bulletin du côté droit par une croix tracée vis-à-vis du nom (des noms) du candidat (s) pour qui il vote. Il ne doit jamais faire voir à personne pour qui il vote.

5. — Immédiatement après avoir voté l'électeur doit placer le bulletin de vote dans la petite enveloppe ci-jointe sur laquelle sont imprimés les mots :

« Enveloppe pour bulletin »

et la fermer.

Il doit alors placer l'enveloppe du bulletin ensemble avec ce papier-ci dans l'autre enveloppe plus grande ci-jointe, adressée au « Returning Officer » et l'expédier par la poste sans délai. Si un électeur ne renvoie pas son bulletin immédiatement, il pourrait être trop tard pour qu'il soit compté.

6. — Si un électeur reçoit plus d'un bulletin il doit se rappeler qu'il ne peut voter qu'une fois en vertu d'une qualification résidentielle. Il peut, toutefois, donner un second vote à raison d'une qualification de locaux commerciaux dans une autre circonscription, ou comme électeur universitaire.

Si le « Returning Officer » les reçoit avant la clôture du scrutin, il doit procéder comme avec des bulletins ordinaires ; mais tous les bulletins des électeurs absents sont mis dans une urne spéciale, et le « Returning Officer » doit inscrire dans le registre quels sont les électeurs absents à qui il a fourni des bulletins, et sur les déclarations d'identité le numéro du bulletin.

En résumé il doit leur expédier :

- a) un bulletin de vote ;
- b) un formulaire pour la déclaration d'identité ;
- c) une enveloppe « de couverture » (covering envelope) adressée au « Returning Officer » ;
- d) une autre enveloppe portant la mention « enveloppe du bulletin » et le numéro du bulletin.

Il doit en outre faire le relevé de tous les plis destinés aux électeurs absents, les porter au bureau de poste le plus proche, le chef de la poste doit lui donner un reçu timbré du timbre humide de la poste portant la date de l'expédition, reçu qu'il doit présenter pour justifier du nombre des plis ainsi remis ; le chef de la poste doit les expédier par le premier courrier (1).

Les agents électoraux des candidats qui assistent aux élections et au scrutin doivent également surveiller le dépouillement des bulletins des électeurs absents, pour qu'il n'y ait pas de contestation possible.

L'urne pour les bulletins des électeurs absents doit être fermée et scellée en présence de ces agents qui peuvent, s'ils le désirent, ajouter leurs scellés ; l'urne doit porter la mention

« Urne des électeurs absents »

et cette urne doit être mise en sécurité par le « Returning Officer ». Dès qu'il reçoit les « enveloppes de couverture »,

(1) *Rogers on Elections*, t. II, p. 90.

il doit les déposer dans cette urne. Quand il l'ouvre (toujours en présence des agents électoraux) il doit compter et noter le nombre des enveloppes, puis ouvrir chaque enveloppe « de couverture » séparément, bien examiner la déclaration d'identité et comparer son numéro sur le bulletin. Si les numéros concordent, et si la déclaration d'identité est signée et dûment certifiée, il doit la mettre dans une boîte et l'enveloppe du bulletin dans une autre. Si les numéros ne concordent pas, ou si la déclaration n'est pas signée ou pas certifiée, ou s'il y a d'autres irrégularités, il inscrit dessus « Vote refusé ». Il doit montrer cela aux agents électoraux et si ceux-ci protestent contre le refus, il doit le mentionner en ajoutant « Refus contesté ». Il doit garder tous les bulletins, déclarations, enveloppes, etc... refusés, séparément des autres documents.

Après que les enveloppes « de couverture » ont été ouvertes et le contenu contrôlé comme il vient d'être dit, le « Returning Officer » doit ouvrir chaque enveloppe « de bulletin » et comparer son numéro avec le numéro du bulletin de vote. Si les numéros concordent, il dépose le bulletin dans l'urne spéciale des électeurs absents. Si les numéros ne concordent pas il doit écrire « refusé » sur le bulletin.

Comme l'on voit, toutes précautions sont prises pour que les votes des électeurs absents soient déposés aussi régulièrement que possible et qu'aucun suffrage ne soit perdu.

SECTION 2. — Vote par procuration (Proxy).

D'après l'Act de 1918, ceux que leur éloignement du Royaume-Uni pour une période assez longue mettrait dans l'impossibilité de voter même par correspondance, n'en ont pas moins la possibilité de participer aux élections. Ils peu-

vent être admis à voter par mandataire. On abandonne donc l'idée que l'élection doit être le résultat d'un choix opéré par l'électeur. Le bulletin déposé dans l'urne au nom de l'électeur ne sera pas l'expression de son opinion personnelle mais de celle d'un tiers. Somme toute l'électeur empêché délègue momentanément l'exercice de son droit de vote à une personne de confiance dont il escompte qu'elle votera à sa place et en son nom comme il l'aurait fait lui-même. Cette combinaison suppose donc la forte organisation des partis anglais et à la discipline politique des électeurs qui votent, non pour l'homme, mais pour le candidat, en général unique dans la circonscription, présenté par le parti auquel eux-mêmes appartiennent. La loi anglaise a pu considérer que, dans la grande généralité des cas, le bulletin remis par ce tiers mandataire sera le même que s'il avait été rédigé par l'électeur lui-même.

Le mécanisme du vote par procuration est aussi réglé par l'Act de 1918, Section IV (4) (1).

Toute personne dont le nom est porté sur la liste des électeurs absents, et qui fait, en la forme prescrite une déclaration qu'il y a probabilité qu'au jour de l'élection elle sera en mer ou en dehors du Royaume-Uni, si le « Registration Officer » admet que cette déclaration est *bona fide*, peut, si elle le désire, désigner un mandataire (Proxy (2)) et voter par mandataire.

« Un mandataire peut être nommé par un acte de délégation (proxy paper) délivré à l'électeur, ou à quelque personne au nom de l'électeur, ou à la personne instituée mandataire,

(1) Les règles sont contenues dans la schedule III : *Rogers on Elections*, t. I, p. 59 ; t. II, pp. 465 et s.

(2) *Proxy* : « Une personne déléguée pour voter à la place ou au lieu de la partie qui la délègue ». — Magley et Whiteley's Law Dictionary.

par le « Registration Officer » de la circonscription dans laquelle l'électeur est enregistré, sur la demande faite ou autorisée par l'électeur conformément aux dispositions de cet Act ».

Chaque électeur absent qui désire voter par « Proxy » peut nommer deux mandataires au cas où le premier refuserait d'accepter.

Le mandataire nommé par l'électeur doit être la femme, le mari, un frère, une sœur ou un parent de l'électeur ; si c'est un non parent il doit être enregistré dans la même circonscription, et doit avoir l'âge nécessaire pour voter. C'est le devoir du « Registration Officer », s'il est d'accord avec la demande du bulletin de procuration (Proxy paper), de le faire savoir au premier mandataire choisi par l'électeur.

Si ce mandataire ne refuse pas dans les sept jours d'être « proxy », il reçoit le bulletin.

S'il refuse, la seconde personne choisie par l'électeur doit être avisée et si elle ne refuse pas dans les sept jours, le bulletin de procuration lui est délivré.

Le « Registration Officer » doit recevoir la déclaration d'électeur absent un jour franc avant la nomination de candidat ; s'il la reçoit plus tard il peut ne pas la prendre en considération. Un électeur absent ne peut pas nommer plus de deux personnes comme mandataires, et personne ne peut être « Proxy » pour plus de deux électeurs si ce n'est pour un parent.

Dès qu'il a délivré un bulletin de procuration à un mandataire, le « Registration Officer » doit le faire savoir à l'électeur absent en donnant le nom et l'adresse de celui à qui le bulletin a été délivré.

Un bulletin de vote ne sera délivré à un mandataire que s'il

produit le bulletin de procuration au fonctionnaire présidant les élections.

Il va de soi que le mandataire doit voter dans le bureau de vote où l'électeur qu'il représente est enregistré.

Si toute la procédure pour le dépôt du vote par le mandataire a déjà eu lieu, l'électeur lui-même ne peut plus voter, même si il se trouve par hasard lui-même au bureau de vote ; mais c'est son mandataire qui doit le faire pour lui, d'ailleurs « tout électeur qui est inscrit au registre des électeurs absents ne peut voter que comme électeur absent » (1).

Si les deux mandataires nommés par l'électeur refusent d'être « proxy », ou si pour toute autre raison le « Registration Officer » ne leur délivre pas le bulletin de procuration, il doit en avertir l'électeur et expliquer le motif de ce refus.

Dans la procédure du vote par correspondance la corruption et les abus ne peuvent avoir lieu, toute cette procédure étant réglée par le « Registration Officer » et les précautions prises par celui-ci étant très minutieuses. Il n'est pas de même pour le vote par « proxy » où l'électeur et son mandataire peuvent se rendre coupables de divers délits. Voici ce que dit la loi de 1918 à ce sujet :

« Toute personne qui doit voter par « proxy » et qui vote
« ou essaie de voter de toute autre manière tant que le bul-
« letin de procuration est en vigueur et toute personne qui
« vote ou essaie de voter comme « proxy » pour plus de deux
« personnes dans n'importe quelle circonscription, excepté
« si elle vote comme le mari, la femme, le parent, le frère ou
« la sœur de l'absent, et toute personne qui vote ou essaie
« de voter en ayant connaissance ou en ayant des raisons
« pour supposer que le bulletin de procuration a été annulé

(1) *Rogers on Elections*, vol. II, p. 465.

« ou que l'électeur est décédé, ou n'a plus le droit de vote, « est coupable de manœuvres frauduleuses (1) ».

Tout bulletin de procuration est valable aussi longtemps que l'électeur continue d'être enregistré pour la même « franchise » et comme électeur absent. Tout électeur absent qui ne veut plus que son vote soit émis par un mandataire doit faire savoir au « Registration Officer » que le bulletin de procuration doit être annulé ; le « Registration Officer » prend les mesures nécessaires mais seulement s'il reçoit cet avis avant le jour de la « nomination » du candidat. Il va de soi qu'un électeur absent qui vote par correspondance ne peut pas nommer de mandataire et vice-versa.

Tous les règlements concernant les électeurs absents ne s'appliquent pas aux circonscriptions universitaires.

Cédule V.

Formulaire pour voter par procuration (Proxy).

Règlements
30, 32, 34

Formulaire de demande de Proxy (Modèle N° I).

« Representation of the People Acts, 1918 to 1926 ».

Au « Registration Officer ».

Ici l'électeur doit insérer son nom et tous ses prénoms au complet. { Je certifie par la présente que je serai sur mer ou hors du Royaume Uni au moment des élections parlementaires et que je désire désigner comme « Proxy » pour voter à ma place à toute élection la personne sous-nommée comme premier mandataire ou (si lui ou elle n'est pas qualifié ou ne désire pas être mandataire) la personne sous-nommée comme deuxième mandataire.

(1) *Rogers on Elections*, vol. II, p. 372.

Personne devant être nommée « proxy ».

- | | | |
|---|---|--|
| 1. L'électeur doit remplir ceci : | } | Noms du <i>premier mandataire</i> |
| | | Adresse postale du premier mandataire |
| | | Parenté entre le mandataire et l'électeur si telle existe..... |
| 2. L'électeur doit remplir ceci au cas où le premier mandataire ne serait pas disposé ou qualifié d'agir. | } | Noms du <i>deuxième mandataire</i> |
| | | Adresse du deuxième mandataire... |
| | | Parenté (si telle existe) entre le deuxième mandataire et l'électeur.... |
| 3. L'électeur doit remplir ceci au mieux de sa connaissance. | } | Adresse postale des locaux pour lesquels l'électeur est enregistré..... |

Je fais la demande d'un bulletin de procuration nommant comme mon « proxy » (mandataire) la personne ou une des personnes mentionnées plus haut ; et dans le cas où des informations supplémentaires seraient exigées par le « Registration Officer » j'autorise par la présente :

- | | | |
|---|---|----------------------|
| 4. Ici l'électeur doit donner les noms et l'adresse d'une personne dans le Royaume-Uni qui est susceptible de fournir les informations supplémentaires exigées dans le cas où l'électeur est sur mer ou à l'étranger. La personne ainsi autorisée peut être une de celles nommées comme mandataire. | } | Noms |
| | | Adresse postale..... |

Pour faire une déclaration donnant toutes les informations nécessaires pour permettre à la personne ou aux personnes nommées de recevoir un bulletin de procuration.

Le formulaire doit être signé, certifié et daté.

- | | | |
|--|---|--|
| Si l'électeur est sous les drapeaux, donner numéro (s'il y a), navire, unité et corps, grade, etc., etc. | } | Signature de l'électeur..... |
| | | Service ou occupation de l'électeur.. |
| Ceci peut ne pas être rempli si l'électeur est sous les drapeaux. | } | Résidence de l'électeur dans le Royaume Uni |
| | | Adresse postale où sa correspondance peut lui être expédiée..... |

Le témoin doit être une personne qui connaît l'électeur, et si l'électeur est sous les drapeaux, alors un officier si possible. Si le témoin est sous les drapeaux, donner numéro (s'il y a), navire, unité et corps, grade, etc.

Certifié par

Service ou occupation du témoin...

Ceci peut ne pas être rempli si le témoin est sous les drapeaux et des détails sur son service sont donnés.

Adresse postale du témoin.....

Date

Modèle N° II.

Formulaire du bulletin de procuration (Proxy).

« Representation of the People Acts, 1918 to 1926 ».

Bulletin de procuration.*

Circonscription

District de vote.....

(Nom)

(Adresse)

est nommé par la présente comme « Proxy » pour (Nom de l'électeur)

lequel est enregistré comme électeur parlementaire d'après (Adresse des locaux qualificatifs).....

voter pour un tel électeur à toutes les élections parlementaires pour la circonscription susmentionnée pendant toute la durée de la validité de ce bulletin de procuration.

Signature du « Registration Officer ».

Date

Note. — La personne nommée comme « Proxy » doit soigneusement garder ce bulletin, qui, à chaque élection, doit être présenté au président du bureau de vote, lequel délivrera un bulletin de vote ordinaire, qui sera marqué comme d'habitude.

Modèle N° III.

Formulaire d'annulation du bulletin de procuration.

« Representation of the People Acts, 1918 to 1926 ».

Au « Registration Officer » du.

(1) Ici insérer l'adresse des locaux qualitatifs en y mentionnant, si possible, le comté ou bourg ou paroisse selon le cas.

(2) Le témoin doit être une personne qui connaît l'électeur et, dans le cas d'un soldat, d'un marin ou d'un aviateur si possible un officier.

Je étant enregistré
comme électeur parlementaire d'après
les locaux qualitatifs (1)
annule par la présente tout bulletin
de « Proxy » délivré en rapport avec la
qualification susmentionnée.

Signé

Certifié (2)

Date

CHAPITRE VII

LA PROCÉDURE APRÈS LES ÉLECTIONS

SECTION I. — Le dépouillement du scrutin.

Nous avons fait remarquer que pendant toute la procédure avant et pendant les élections toutes les précautions sont prises pour assurer aux électeurs la liberté et la sincérité du vote. Il est de même pour la procédure du dépouillement du scrutin. Cette procédure est minutieusement réglée pour qu'aucune indiscretion, aucune irrégularité ne puissent y trouver place, et pour que la corruption et les abus y soient impossibles. C'est encore le « Returning Officer » qui est le principal préposé à ce dépouillement car son impartialité en garantit la régularité et le secret.

Avant la promulgation de la loi de 1872 (« Ballot Act ») un jour franc devait s'écouler entre la clôture du scrutin et le dépouillement des bulletins pour les comtés, mais dans les bourgs cela pouvait se faire immédiatement ou le lendemain. Toutefois, par la loi de 1918 (« Representation of the People Act ») il est stipulé que le dépouillement du scrutin, ainsi que la déclaration du résultat de celui-ci, doivent être faits aussi vite qu'il est matériellement possible après la clôture du scrutin. L'endroit où doit avoir lieu le dépouillement doit, d'après la loi, être choisi par le « Returning Officer », qui doit le désigner et l'afficher bien avant le scrutin.

Immédiatement après la clôture de celui-ci et, pour que

tout se passe régulièrement en présence de plusieurs agents électoraux, les présidents doivent mettre en des colis distincts et en cachetant ces colis :

1° chaque urne, qui a été en service, non ouverte mais avec sa clé jointe ;

2° les bulletins de vote non employés ou abîmés ;

3° les bulletins présentés (« Tendered votes ») ;

4° les copies du registre et les souches des bulletins ;

5° la liste des bulletins présentés (« Tendered votes »).

Ces colis, accompagnés d'un « relevé de bulletins de vote », c'est-à-dire un relevé des bulletins de vote qui avaient été confiés à lui, le président, doivent être délivrés au « Returning Officer », qui doit organiser le dépouillement en présence des agents des candidats. Nul, excepté les fonctionnaires y préposés et les agents électoraux des candidats ne peut y assister, si ce n'est avec une permission spéciale du « Returning Officer » ; toutefois chaque candidat a droit d'y être présent.

Tous les fonctionnaires présents sont tenus à garder rigoureusement le secret et ne doivent, en aucun cas, s'efforcer de voir les numéros des bulletins ; toute infraction à ce règlement peut entraîner une condamnation à six mois de prison ; ce règlement est fait pour empêcher toute corruption de fonctionnaire.

En premier lieu, le fonctionnaire chargé de présider au dépouillement ordonne aux clercs du dépouillement et aux délégués des candidats de prendre chacun son siège indiqué d'avance aux tables de dépouillement. Les clercs et les délégués prennent place alternativement, c'est-à-dire, un clerc, un délégué, et ainsi de suite.

A chaque table se trouve un clerc principal, qui préside aux travaux de sa table, en est responsable, surveille le tra-

vail et, à la fin de celui-ci, rapporte le résultat au « Returning Officer ».

Pour qu'il n'y ait pas de désordre et pas de bulletins éparpillés, ce n'est que quand tout le monde est à sa place, qu'on distribue les urnes. Au début une par table. Le clerc principal de chaque table ouvre l'urne et vide son contenu. On commence par comparer le nombre de bulletins contenus dans l'urne avec le chiffre indiqué sur le relevé présenté par le président du bureau de vote concernant cette urne. Puis les bulletins sont attachés en paquets, le chiffre total en est donné au clerc principal de la table qui, à son tour, remplit un formulaire et l'envoie au « Returning Officer ».

Pendant ce temps d'autres clercs comptent, classent et contrôlent tous les paquets qui contiennent les souches, les bulletins non employés, les bulletins « présentés » (Tendered ballot papers), etc...

Tous les résultats de cette opération sont également rapportés au « Returning Officer ». Tous ces rapports sont réunis et comparés pour voir s'ils sont exacts.

Si le nombre de bulletins contenus dans une urne concorde avec le nombre du relevé de cette urne, le « Returning Officer » le certifie à la table qui a fait le compte.

Les bulletins sont alors attachés en paquets de 20 et de 100, remis dans l'urne et le tout est renvoyé au « Returning Officer ». Si les chiffres relevés par les clercs qui ont compté les bulletins ne concordent pas avec ceux du relevé du président, le « Returning Officer » ordonne de recommencer l'opération et cela jusqu'à ce que l'erreur soit découverte, car dans aucun cas on ne peut admettre une erreur ne fût-ce que d'une voix, et même si cela ne change rien au résultat de l'élection.

La seconde phase de la procédure est de savoir combien de

votes ont été déposés pour chaque candidat. Quand le premier dépouillement est terminé toutes les urnes sont réunies sur la table du président. Tout le contenu en est vidé et bien mélangé, ceci pour qu'on ne puisse pas savoir la tendance que présentent les votes d'un district électoral quelconque, et que soit garanti le secret du vote de tous les électeurs.

Les bulletins sont de nouveau distribués aux différentes tables pour le second dépouillement. Cette fois on fait le tri des bulletins, mettant ceux au nom de chaque candidat dans des tas distincts ; les bulletins nuls, abîmés ou douteux, sont mis à part.

La validité de ces derniers dépend du clerc présidant la table, mais s'il est trop coulant ou trop sévère, les délégués des candidats peuvent demander un examen plus minutieux de ces bulletins, examen qui est fait après le dépouillement par le « Returning Officer » en présence des candidats et leurs agents.

Les bulletins de vote pour chaque candidat sont mis en paquets de vingt et de cent et le résultat de nouveau rapporté au « Returning Officer ». S'il concorde avec les relevés précédents le dépouillement est terminé ; si non, il faut recommencer l'opération comme la première fois jusqu'à ce que l'erreur soit découverte et rectifiée.

Pour que la sincérité et surtout le secret du vote soient sûrement garantis aux électeurs, il faut que pendant le dépouillement l'envers des bulletins ne soit pas visible (à cause du numéro) et les précautions doivent être prises pour que personne ne puisse voir ces numéros.

Le dépouillement doit se poursuivre sans interruption, excepté de 19 heures à 9 heures du matin, mais peut aussi continuer la nuit avec le consentement des agents électoraux.

Pendant le dépouillement, les fonctionnaires qui y sont

préposés doivent faire très attention à ce que tous les bulletins sur lesquels des irrégularités ont été relevées soient déclarés nuls. Des bulletins où manque le timbre officiel d'un côté, où la croix est mal tracée, etc... ne sont pas considérés si sévèrement, mais ceux où un signe quelconque permettrait d'identifier l'électeur sont immédiatement annulés, ceci à cause du risque de corruption d'électeur.

C'est encore au « Returning Officer » de décider si le bulletin est marqué de façon à identifier l'électeur ou non.

Après le dépouillement le « Returning Officer » doit cacher en paquets distincts les bulletins :

1^o comptés,

2^o rejetés.

Après quoi, et toujours en présence des agents électoraux, il vérifie le nombre global des bulletins avec celui qui a été contenu dans les urnes et celui des bulletins nuls et abîmés ; il doit en outre rédiger un rapport au Clerc de la Couronne sur les résultats de sa vérification, en permettant aux agents électoraux de prendre une copie du dit rapport s'ils le désirent.

Pour qu'il soit impossible à quiconque de toucher ou de voler des bulletins, le « Returning Officer » doit veiller que, pendant le repas ou la nuit, tous les bulletins ainsi que les autres documents soient mis en sécurité et sous scellés.

En général c'est le « Returning Officer » qui doit tout organiser pour que le dépouillement soit fait avec la plus grande célérité, dans le calme et que la correction et le secret le plus absolus y soient gardés ; le contrôle des agents électoraux ou des délégués des candidats garantit à ces derniers la régularité et l'équité de la procédure.

SECTION 2. — Proclamation du résultat.

Une fois le dépouillement du scrutin terminé, il ne reste plus qu'à proclamer le résultat, les élections en Grande-Bretagne étant à un seul tour. Il y a eu maintes fois des discussions à la Chambre des Communes sur le mode de scrutin et sur les avantages et les désavantages de la Représentation Proportionnelle, ou de l'élection à la majorité relative. C'est cette dernière qui l'a toujours emporté, le ballottage engendrant des possibilités de combinaisons, de marchandage, voire de corruption, toutes choses que les Anglais veulent éviter à tous prix.

Dès que le dépouillement est terminé, le « Returning Officer » doit immédiatement proclamer le résultat des élections et faire savoir les noms des candidats élus au Clerc de la Couronne (Clerk of the Crown in Chancery). Il doit également notifier publiquement les noms des candidats élus et le nombre de suffrages obtenus par chacun des élus, ainsi que par les non élus.

La notification doit être faite par tracts, placards, annonces et tous moyens les plus convenables pour informer les électeurs ; généralement c'est fait par affiches.

Tous les tracts, affiches, etc... ainsi que tous ceux qui auront servi pendant les élections, doivent obligatoirement porter les noms et adresses de l'éditeur et de l'imprimeur.

Tous les documents sont expédiés au Clerc de la Couronne par la même voie par laquelle avait été acheminé le « Writ », mais en sens inverse : par le bureau de poste de la localité (contre reçu mentionnant la date et l'heure), la Grande Poste de Londres et le « General Postmaster ».

Par le même courrier le « Returning Officer » doit aviser le

Clerc de la Couronne de l'expédition des documents et lui en donner la description et le numéro.

Le Clerc de la Couronne délivre à son tour un reçu indiquant la date et l'heure de la réception.

Tous les documents susmentionnés restent sous la garde du Clerc de la Couronne pendant un an, après quoi ils sont détruits, sauf si la Chambre des Communes ou une des Cours supérieures de Justice de Sa Majesté (His Majesty's Superior Court of Law) en ordonnent autrement.

Personne n'a le droit de consulter les bulletins rejetés déposés chez le Clerc de la Couronne, sauf sur l'ordre de la Chambre des Communes ou d'une Cour supérieure ou d'un Juge (Judge at Chambers), et seulement si cette Cour ou ce Juge sont persuadés par un témoignage sous serment que leur inspection est nécessaire pour une poursuite judiciaire.

Tous les documents expédiés par le « Returning Officer » au Clerc de la Couronne, sauf les bulletins de vote valables, refusés ou nuls, ainsi que les souches, doivent être accessibles au public qui peut en prendre des copies entières ou partielles s'il le désire.

Le « Returning Officer » n'a pas qualité de décider si le candidat élu peut siéger ou non ; il doit simplement annoncer aux électeurs et faire savoir au Clerc de la Couronne quels sont les candidats élus, c'est-à-dire ceux qui ont la majorité des suffrages.

Dans certains cas d'égalité de voix le « Returning Officer » peut voter pour que son suffrage fasse une majorité et pour éviter par là un second scrutin.

Une fois élu, un candidat, ainsi que son agent électoral doivent faire parvenir, dans un délai déterminé, au « Returning Officer » une déclaration des dépenses encourues pendant les élections (sauf les dépenses personnelles).

Si cette déclaration n'est pas transmise avant l'expiration du délai prévu, le candidat ne peut pas siéger ou voter à la Chambre des Communes, jusqu'à ce qu'elle soit transmise ou jusqu'à présentation d'une excuse autorisée pour le retard.

S'il siège avant cela il est passible d'une amende de 100 Livres sterling par jour.

Le « Returning Officer » doit, en recevant la sus-dite déclaration, en faire un résumé qu'il publie dans deux journaux locaux de la circonscription du candidat ; en outre il la garde, ainsi que les documents l'accompagnant, pendant deux ans et toute personne est autorisée à les consulter après avoir versé le droit d'un (1/) shilling.

BIBLIOGRAPHIE

- Rogers on Elections (Parliamentary Election and Petitions) ; C. Willoughby Williams, LL. M. 3 volumes (NB., t. II.), 20^e édit., London, Stevens et sons, Ltd. 1928.
- HALSBURY'S. — *Laws of England*, 2^e édit. (viscount Hailsham), London, 1934, Butterworth et C^o, Ltd. 33 volumes, un supplément édit. l'année 1939 et un Index (NB., t. XII, pp. 167-519, Elections).
- ANSON (Sir William R.). — *The Law and Custon of the Constitution*, 1922, Oxford, Clarendon Press.
- POWELL (E. T.). — *Practical notes on the management of elections*, London, P. S. King et son, 1910.
- BROUGHAM (lord). — *De la Démocratie et des Gouvernements mixtes*, trad. Louis Regis, Paris chez A. Sauton, 1872.
- DARESTE et LAFERRIÈRE. — *Les Constitutions Modernes*, 6 volumes 1928-1934, Paris, Sirey (NB., t. I et t. V).
- ESMEIN (A.). — *Éléments de Droit Constitutionnel français et comparé*, 6^e édit. (J. Barthélémy), Paris, Édit. Tenin, 1927, 2 volumes.
- BARTHÉLÉMY (J.). et DUEZ. — *Traité élémentaire de Droit Constitutionnel*, Paris, Dalloz, 1933.
- DELOZIÈRE (Pierre). — *La loi électorale anglaise de 1918*, thèse 1922, Fac. Droit Lille, C. Robbe, éditeur à Lille.
- CAUDEL (M.). — *Enregistrement des électeurs en Angleterre*. Annales de l'École libre des Sciences Politiques, 1906, p. 621.
- FRANQUEVILLE (Ch. de). — *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, trois volumes, Paris, Hachette, 1887.
- VAUCHER. — *La réforme électorale anglaise*. Revue des Sciences politiques, Paris, 1918.
- LUNG-CHI-LO. — *The conduct of parliamentary elections in England*, thèse de l'Université de Columbia, New-York, 1928.
- BRAUNIAS (Dr Karl). — *Das Parlamentarische Wahlrecht* (das Wahlrecht in der einzelnen Staaten) Walther de Gruyter, 2 volumes, Berlin-Leipzig, 1932.
-

LES « ACTS » DU PARLEMENT ANGLAIS
CONCERNANT LES ÉLECTIONS (1)

Année de règne	Souverain	Chapitre	Act	Année
2 et 3	Will. IV ^o	c. 45	The Representation of the People Act.....	1832
5 et 6	Will. IV ^o	c. 36	The Parliamentary Election Act.....	1835
6 et 7	Vict.	c. 18	The Parliamentary Voters Registration Act.....	1843
11 et 12	Vict.	c. 90	The Parliamentary Elections Act.....	1848
16 et 17	Vict.	c. 68	The Parliamentary Elections Act.....	1853
28 et 29	Vict.	c. 36	The County Voters Registration Act.....	1865
29 et 30	Vict.	c. 54	The Revising Barristers Act	1866
30 et 31	Vict.	c. 102	The Representation of the People Act.....	1867
31 et 32	Vict.	c. 58	The Parliamentary Electors Registration Act.	1868
35 et 36	Vict.	c. 33	The Ballot Act.....	1872
36 et 37	Vict.	c. 70	The Revising Barristers Act	1873
37 et 38	Vict.	c. 53	The Revising Barristers Act	1874
38 et 39	Vict.	c. 84	The Parliamentary Elections (Returning Officers) Act.....	1875
41 et 42	Vict.	c. 26	The Parliamentary and Municipal Registration Act	1878
46 et 47	Vict.	c. 51	The Corrupt and Illegal Practices Prevention Act	1883

(1) Dr Karl Braunias. *Das Parlamentarische Wahlrecht*, t. I, p. 251 ; W. de Gruyter Verlag, Berlin-Leipzig, 1932, 2 volumes.

Cf. *The Laws Reports*. The General Statutes) published by the Council of Law Reporting ; London : 10 Old Square, Lincoln's Inn, W. C. 2 (voir d'après l'année et le Souverain).

Année de règne	Souverain	Chapitre	Act	Année
48 et 49	Vict.	c. 3	The Representation of the People Act.....	1884
48 et 49	Vict.	c. 15	The Registration Act...	1885
48 et 49	Vict.	c. 23	The Redistribution of Seats Act.....	1885
48 et 49	Vict.	c. 62	The Parliamentary Elections (Returning Officers) Act.....	1885
49 et 50	Vict.	c. 42	The Revising Barristers Act	1886
49	Vict.	c. 16	Lunacy (Vacation of Seats) Act.....	1886
49 et 50	Vict.	c. 57	The Parliamentary Elections (Returning Officers) Act (1875) Amendment Act.....	1886
51 et 52	Vict.	c. 10	The County Elections Act	1888
8	Edw. VII	c. 14	The Polling Arrangements (Parliamentary Borough) Act.....	1908
8 et 9	Edw. VII	c. 21	The Registration Act....	1908
7 et 8	Geo. V.	c. 64	The Representation of the People Act.....	1918
8 et 9	Geo. V.	c. 47	Parliament (Qualification of Women) Act.....	1918
9 et 10	Geo. V.	c. 71	Sex Disqualification (Removal) Act.....	1919
10 et 11	Geo. V.	c. 15	Representation of the People Act (n° 2)....	1920
11 et 12	Geo. V.	c. 35	The Representation of the People Act.....	1920
11 et 12	Geo. V.	c. 34	The Representation of the People Act.....	1921
12 et 13	Geo. V.	c. 12	The Representation of the People Act.....	1922
16 et 17	Geo. V.	c. 9	The Representation of the People (Economy Provisions) Act.....	1926
18 et 19	Geo. V.	c. 12	The Representation of the People (Equal Franchise) Act.....	1928

VU :

Le Doyen,
GEORGES RIPERT.

VU :

Le Président,
J. LAFERRIÈRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
GILBERT GIDEL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les bases de l'opération électorale.</i>	
SECTION 1. — Les Fonctionnaires préposés aux élections.....	7
SECTION 2. — La délimitation des circonscriptions.....	15
SECTION 3. — L'enregistrement des électeurs.....	19
CHAPITRE II. — <i>Les préparations des élections.</i>	
SECTION 1. — La publication du « Writ ».....	29
SECTION 2. — L'annonce des élections.....	33
CHAPITRE III. — <i>La nomination des candidats.</i>	
CHAPITRE IV. — <i>La Campagne électorale.</i>	
SECTION 1. — Les dépenses électorales.....	43
SECTION 2. — Les agents électoraux.....	50
CHAPITRE V. — <i>Le scrutin.</i>	
SECTION 1. — Lieu, jour et heures des élections.....	54
SECTION 2. — Le scrutin (Poll).....	56
CHAPITRE VI. — <i>Le vote des absents.</i>	
SECTION 1. — Vote par correspondance.....	67
SECTION 2. — Vote par procuration (Proxy).....	71
CHAPITRE VII. — <i>La procédure après les élections.</i>	
SECTION 1. — Le dépouillement du scrutin.....	79
SECTION 2. — Proclamation du résultat.....	84
BIBLIOGRAPHIE	87
ACTS DU PARLEMENT.....	88

